



Tchéquie : comment choisir ses dépendances ?

Photo d'Ivy Mouchel

Notes et enseignements du voyage d'étude

COORDINATION SCIENTIFIQUE PAVLINA KOUBSKA ET CHIARA ANDREAZZA

CYCLE ANNUEL « Nouvelles géographies. Maîtriser nos dépendances dans un monde qui change »

CYCLE ANNUEL 2026 « Nouvelles géographies. Maîtriser nos dépendances dans un monde qui change »

MISSION D'ÉTUDE « Tchèque : comment choisir ses dépendances ? »

30 Mars – 2 Avril 2026

Rédaction du rapport : Chiara Andreazza



Sommaire

INTRODUCTION

LES FRAGILITÉS DERRIÈRE LA RÉUSSITE ÉCONOMIQUE TCHÈQUE

Tchéquie, une success story économique ?

Le mode de développement extraverti est-il tenable ?

La Tchéquie peut-elle (et veut-elle) s'affranchir des énergies fossiles ?

Une démographie en berne, qui pèse sur le marché du travail

L'adhésion à l'UE résistera-t-elle quand la Tchéquie sera devenue contributrice nette ?

QUELLES CORDES DE RAPPEL CONTRE LES INÉGALITÉS TERRITORIALES ?

Des inégalités territoriales qui se creusent

Ústí nad Labem, une vie après le charbon ?

Prague : comment rester attractif quand on devient inabordable ?

POURQUOI LE POPULISME ?

Les partis tchèques, la disparition de la gauche et la montée du populisme

Paradoxes sociaux et inégalités cachées, parmi les causes de la montée du populisme ?

Introduction

Après près d'un demi-siècle sous régime communiste au service du bloc de l'Est, **la République tchèque s'est engagée dans les années 1990 dans une transition vers une économie libérale de marché.** Ce processus a entraîné des transformations profondes : privatisations massives, rapprochement politique et économique avec l'Europe occidentale, et adhésion à l'Union européenne. Autant de ruptures qui ont redessiné en profondeur les contours de l'économie nationale et dont les effets continuent de structurer les défis auxquels le pays est confronté aujourd'hui.

Au rang de ces défis figure en premier lieu la question industrielle. **Parmi les pays les plus industrialisés d'Europe,** la Tchéquie entretient des liens étroits avec ses partenaires européens, l'Allemagne en particulier, et accueille une part particulièrement élevée de capitaux étrangers. Son tissu industriel, en partie constitué de délocalisations d'entreprises d'Europe occidentale intervenues au moment de l'adhésion à l'UE, souffre d'une faible valeur ajoutée. Le pays cherche aujourd'hui à s'affranchir de cette dépendance en diversifiant ses partenariats et en engageant une montée en gamme de son appareil productif.

Le pays traverse également **l'une des crises énergétiques les plus sévères d'Europe,** qui fragilise les ménages et pèse sur la compétitivité industrielle. Historiquement fondée sur l'abondance du charbon, cette compétitivité se heurte désormais aux impératifs environnementaux. Faute d'avoir développé des alternatives à temps, la Tchéquie mise aujourd'hui sur le gaz, les énergies renouvelables et le nucléaire pour amorcer sa décarbonation. Mais la sortie du charbon n'est pas qu'une affaire énergétique : elle redistribue aussi les équilibres à l'intérieur du territoire.

Les régions minières, fragilisées économiquement et marquées par des indicateurs sociaux dégradés, contrastent ainsi avec les grands centres urbains, Prague et Brno en tête, dont l'attractivité génère ses propres tensions, notamment sur le marché du logement.

Malgré les mécanismes de péréquation nationaux et européens, **les disparités se creusent entre une capitale tertiarisée et prospère et des territoires qui peinent à retrouver leur dynamisme.** C'est dans ce contexte de fractures économiques et territoriales que s'inscrit la recomposition politique à l'œuvre depuis plusieurs années.

La République tchèque a pourtant consolidé sa démocratie libérale au cours des vingt-cinq dernières années, alternant gouvernements sociaux-démocrates et exécutifs de centre-droit. Cependant, aujourd'hui, elle est confrontée à un **essor sans précédent des partis populistes d'extrême droite** et à une droitisation générale du débat politique, allant jusqu'à exclure la gauche traditionnelle du Parlement. Comment en est-on arrivé là ?

Histoire

La République tchèque, située au cœur de l'Europe, est un État relativement récent mais doté de racines historiques anciennes. Son territoire s'est principalement constitué autour du royaume de Bohême, formé au XI^e siècle après l'intégration d'une partie du Royaume de Moravie. Plus tard, le XIV^e siècle marque l'âge d'or de la Bohême, dont le territoire s'étend alors notamment vers la Silésie. À partir de 1526, le royaume passe sous le contrôle de la maison des Habsbourg et est progressivement intégré aux structures de l'Empire d'Autriche, puis de l'Empire austro-hongrois à partir de 1867.

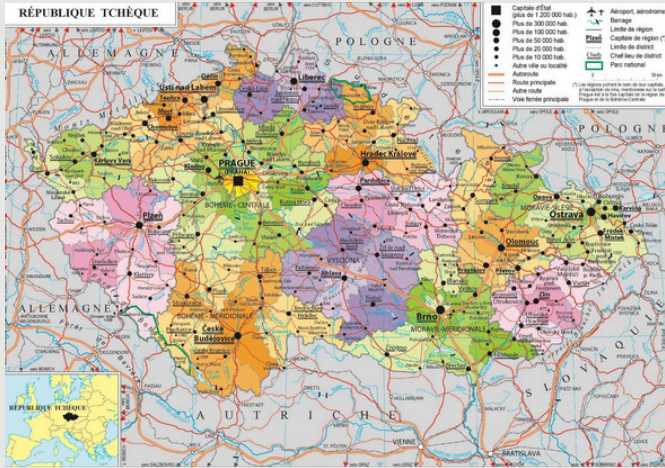
Après la disparition de cet empire en 1918, la Tchécoslovaquie indépendante est créée. L'entre-deux-guerres est marqué par les tensions territoriales, notamment avec la cession des Sudètes à l'Allemagne nazie, puis par l'occupation allemande du territoire tchèque pendant la Seconde Guerre mondiale.

Après la libération en 1945, la Tchécoslovaquie entre dans la sphère d'influence soviétique et devient un régime communiste. Cet équilibre perdure jusqu'à la Révolution de velours de 1989, qui rétablit la démocratie. En 1993, la Tchécoslovaquie se sépare pacifiquement en deux États indépendants : la République tchèque et la Slovaquie. Depuis lors, la République tchèque a consolidé ses institutions démocratiques et renforcé son intégration euro-atlantique, en rejoignant l'OTAN en 1999 puis l'Union européenne en 2004.

Géographie

La République tchèque est un territoire montagneux, à l'exception des plaines fertiles sédimentaires autour des fleuves (Elbe, Ohre, Morava). Au Sud-Ouest, elle est bornée par le plateau de la Forêt de Bohême (alt. comprise entre 1 000 et 1 400 m) et au Nord-Ouest par les monts Métallifères. Au sud-est des monts Métallifères, de part et d'autre de l'Elbe, se dresse le massif de Bohême.

La Bohême et la Moravie sont séparées par les monts de Bohême-Moravie (de 600 à 800 m d'altitude). La Moravie est encaissée entre les pré-Carpates à l'est et le bassin de Vienne au sud. La chaîne des Beskides, les Carpates blanches et la vallée de la Morava marquent la frontière à l'est avec la Slovaquie.



Les fragilités derrière la réussite économique tchèque

TCHÉQUIE, UNE SUCCES STORY ÉCONOMIQUE ?

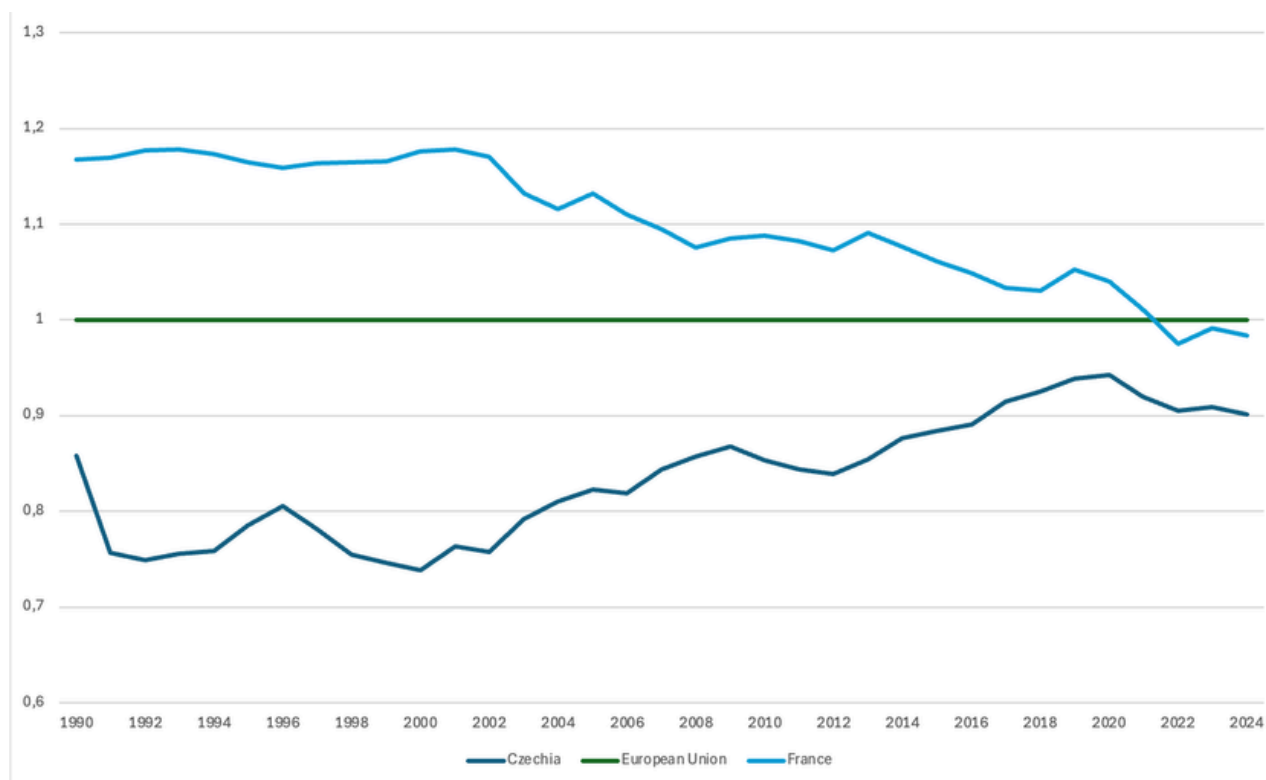
La trajectoire politique et économique de la République tchèque depuis la fin du bloc soviétique constitue un élément essentiel pour comprendre les dynamiques contemporaines du pays. À la suite de la Révolution de velours de 1989 et de la dissolution pacifique de la Tchécoslovaquie en 1993, la République tchèque a entrepris une transition rapide vers l'économie de marché et la démocratie libérale. Les gouvernements des années 1990 ont mis en œuvre de vastes programmes de privatisation, ainsi que de dérégulation et d'ouverture aux investissements étrangers, afin d'ancrer le pays dans les économies occidentales.

Cette transition est généralement considérée comme un succès : **la Tchéquie a atteint 91 % de la moyenne européenne du PIB par habitant (contre 99 % pour la France)**. Le pays est devenu l'une des économies les plus performantes d'Europe centrale, caractérisée par une forte industrialisation, un faible taux de chômage et une intégration poussée aux chaînes de valeur européennes, en particulier allemandes. Cette trajectoire soulève néanmoins des interrogations quant à l'autonomie stratégique du pays, dont l'économie reste fortement exposée à des dépendances extérieures, qu'il s'agisse de la propriété étrangère de son tissu productif ou de la concentration de ses débouchés commerciaux.

Quelques données économiques, comparaison entre pays et UE (2024-2025)

Entité politique X Indicateur économique	République tchèque	France	Union européenne
PIB	350 milliards €	2 980 milliard €	18 800 milliard €
PIB / habitant (PPA)	36 200	39 200	39 900
Taux de croissance	+ 1,3 % en 2024 +2,5 % en 2025	+ 1,2 % en 2024 + 0,8 % en 2025	+ 1,1 % en 2024 + 1,5 % en 2025
Dette publique	148 milliards € (2025) 44% du PIB	3544 milliards € 118,5 % du PIB	/ 88,5 % du PIB en moyenne (zone euro)
Dépenses publiques	42.9 % du PIB (2024)	57,3 % du PIB	49,2 % du PIB
Taux d'inflation	14,8 % (2022) 2.3 % (2025)	5,9 (2022) 0,5% (2025)	9,2 % (2022) 2,5 % (2025)
Taux de chômage	2.8 %	7,7 %	6 %
Balance commerciale (biens)	+ 16,6 Md €	- 60 Md €	/

La Tchéquie a atteint 91 % de la moyenne européenne du PIB par habitant



Évolution du PIB/hab depuis 1990, moyenne UE annuelle = 1, World Bank Data (2026)

LE MODE DE DÉVELOPPEMENT EXTRAVERTI EST-IL TENABLE ?

L'économie de la République tchèque est fortement orientée vers l'exportation et présente une forte spécialisation industrielle. **L'industrie pèse 30 à 35% du PIB, contre 23 % en Allemagne et 14 % en France.** Les principales industries du pays sont la mécanique (notamment le secteur automobile), l'électronique, l'industrie chimique, ainsi que, dans une moindre mesure, l'industrie lourde et énergétique.

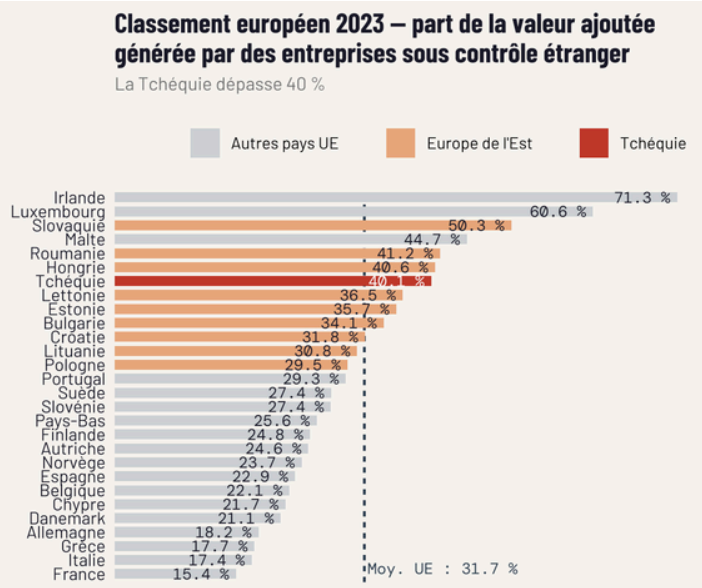
La République tchèque est étroitement intégrée aux chaînes de production européennes, surtout en ce qui concerne le secteur automobile. En 2024, le pays a réalisé des exportations d'une valeur totale de 223,1 milliards d'euros et des importations d'une valeur de 198,4 milliards d'euros. Avec un ratio exportations/PIB d'environ 74 % (contre 34 % en France), **la Tchéquie est une économie ouverte**, fortement liée des échanges commerciaux avec ses partenaires européens. Au premier rang de ces partenaires figure l'Allemagne, qui représente 32,2 % des exportations tchèques, suivie par la Pologne et la Slovaquie, qui en représentent chacune environ

7,5 %. Il en va de même pour les importations : l'Allemagne en représente 21 %, suivie par la Chine à 17,5 %. Les principaux flux commerciaux sont dominés par le secteur automobile (véhicules, pièces et accessoires), tant à l'export qu'à l'import avec l'Allemagne. Du côté chinois, les importations portent principalement sur des composants mécaniques, des équipements électroniques et des batteries au lithium, auxquels s'ajoutent divers biens de consommation.

**L'Allemagne représente 32,2 %
des exportations tchèques.**

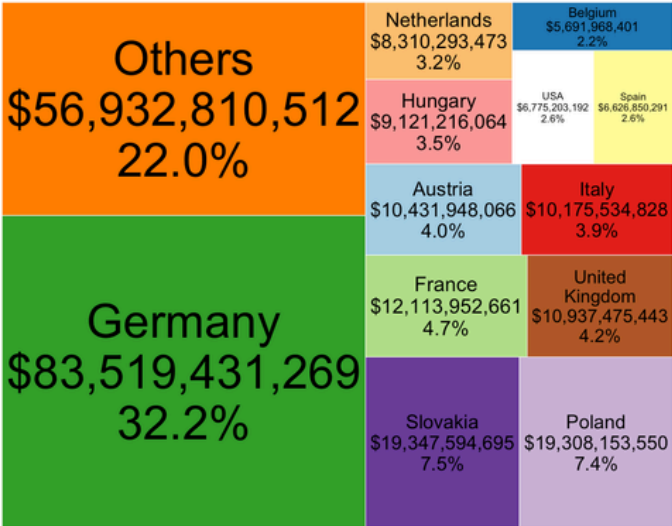
Si le pays est si étroitement lié à ses partenaires commerciaux européens, c'est que, lors de la transition économique des pays d'Europe centrale et orientale, **de nombreuses entreprises européennes ont délocalisé leurs activités à faible valeur ajoutée vers l'Est**, afin de bénéficier de coûts salariaux moins élevés. La Tchéquie a profité de cette dynamique pour relancer son économie après la fin du

communisme, mais se trouve aujourd'hui dans une situation où ses industries les plus critiques peinent à monter en gamme, par exemple, le secteur automobile tchèque repose essentiellement sur des activités d'assemblage. **Le taux de valeur ajoutée rapporté à la production économique s'établit à 40 %**, ce qui constitue le troisième ratio le plus faible de l'UE. Par ailleurs, l'ouverture des marchés tchèques dans les années 1990 a attiré d'importants capitaux étrangers et, aujourd'hui, **40 % de la valeur ajoutée brute est générée par des entreprises étrangères**, ce qui représente le septième ratio le plus élevé dans l'UE.

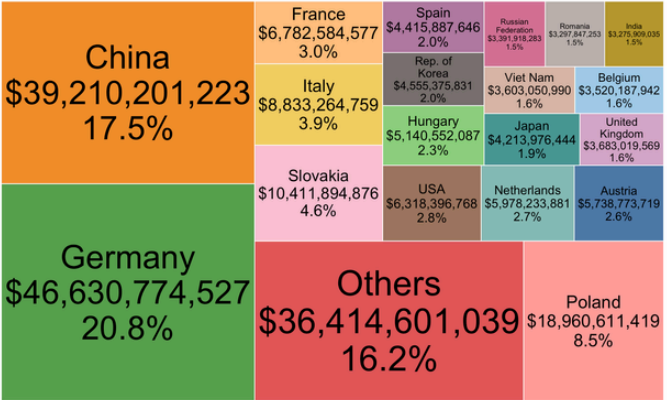


Source : Eurostat

Czechia Exports by Partner (2024)
Square size proportional to export value



Czechia Imports by Partner (2024)
Square size proportional to import value (Treemap representation)



Exportations et importations de la Tchéquie vers et en provenance des autres pays (UN Comtrade, 2026). Les importations sont inférieures aux exportations ; les deux rectangles ne sont pas proportionnels aux chiffres totaux respectifs.

Focus automobile : comment va Škoda ?

L'industrie automobile tchèque représente plus de **9 % du PIB**, 30 % de l'industrie manufacturière et 19 % des exportations du pays, et emploie environ 500 000 personnes. Selon les données les plus récentes de l'Association de l'industrie automobile tchèque, la production a atteint 1,42 million de véhicules en 2023, ce qui fait de la Tchéquie le troisième producteur automobile d'Europe. Les principaux acteurs du secteur sont Škoda Auto, propriété du groupe allemand Volkswagen, le constructeur sud-coréen Hyundai et le japonais Toyota. Ces constructeurs sont des filiales de multinationales étrangères, qui assurent l'assemblage en Tchéquie tout en maintenant la conception, la R&D et le marketing dans leurs pays d'origine. **La Tchéquie occupe ainsi une position semi-périphérique dans la chaîne de valeur automobile**, plus de 95 % des capacités de R&D du secteur automobile « tchèque » étant concentrées dans des entreprises appartenant à des acteurs étrangers. Cette situation cantonne également les entreprises locales aux échelons inférieurs des réseaux de production mondiaux, avec des marges bénéficiaires limitées à 3-5 %, et leur laisse peu de marge pour monter en gamme. De ce fait, le pays demeure fortement exposé aux aléas économiques de ses partenaires commerciaux, au premier chef l'Allemagne.

Malgré cette situation, Škoda, le principal constructeur automobile du pays, détenu par le groupe Volkswagen depuis 1991, performe très bien sur les marchés européens : 3ème marque en Europe en 2025, avec une croissance de 12,7 % de ses ventes en glissement annuel. Škoda devance aujourd'hui BMW, Mercedes-Benz, Audi ou Peugeot, et affiche une trajectoire de croissance stable, contrairement aux deux premières marques européennes, Toyota et Volkswagen (sa maison mère), toutes deux en recul en 2025. La marque conserve une certaine autonomie opérationnelle au sein du groupe VW, notamment dans l'assemblage et le marketing, mais **la recherche et développement sur les nouvelles technologies et les nouveaux modèles est conduite au niveau du groupe, en Allemagne**, tout comme les décisions stratégiques de long terme.

C'est ainsi qu'un groupe allemand contrôle ce qui est probablement la première entreprise du pays en termes de création de richesse. Il en va de même, avec une autonomie encore plus réduite, pour Toyota et Hyundai, qui, avec Škoda, contribuent à hauteur d'environ un dixième du PIB tchèque.

LA TCHÉQUIE PEUT-ELLE (ET VEUT-ELLE) S'AFFRANCHIR DES ÉNERGIES FOSSILES ?

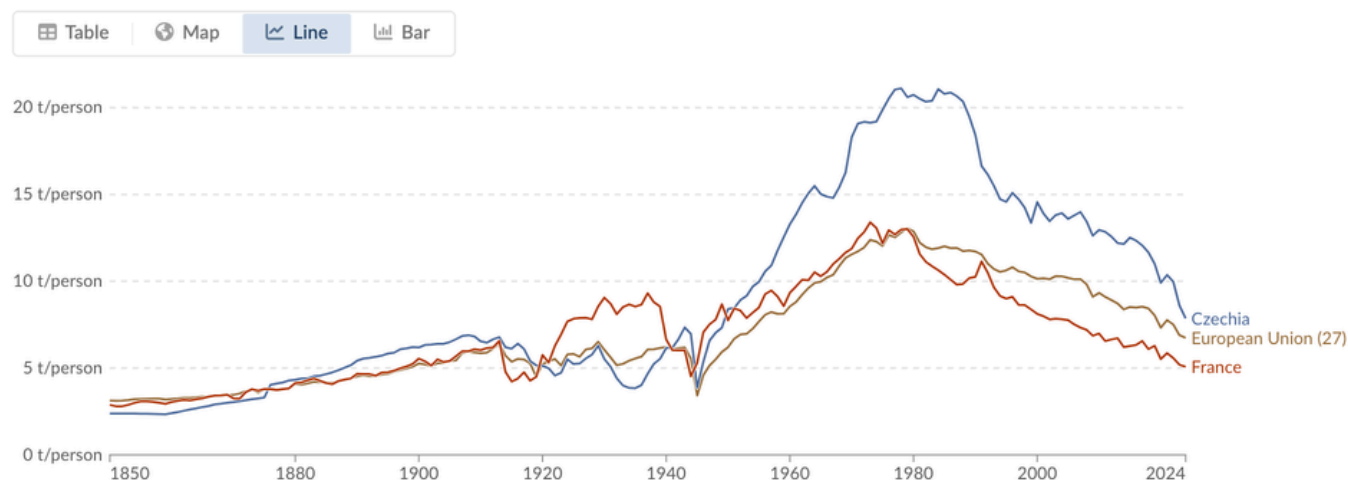
Depuis 2009, la République tchèque a dissocié sa croissance économique de sa consommation d'énergie, mais l'intensité carbone de son mix énergétique reste supérieure à la moyenne européenne. Selon l'IEA, **la République tchèque est aujourd'hui le troisième pays d'Europe pour les émissions de CO₂ par habitant liées à la consommation énergétique**. Elle émet environ 8 millions de tonnes de CO₂ par an, soit près de 8 tonnes par habitant. Entre 2000 et 2023, les émissions ont toutefois diminué d'environ 35 %, conformément aux plans de décarbonation nationaux et grâce aux pressions européennes.

En moyenne, un citoyen tchèque émet environ 8 tonnes de CO₂ équivalente chaque année.

Per capita greenhouse gas emissions

Greenhouse gas emissions include carbon dioxide, methane and nitrous oxide from all sources, including land-use change. They are measured in tonnes of carbon dioxide-equivalents over a 100-year timescale.

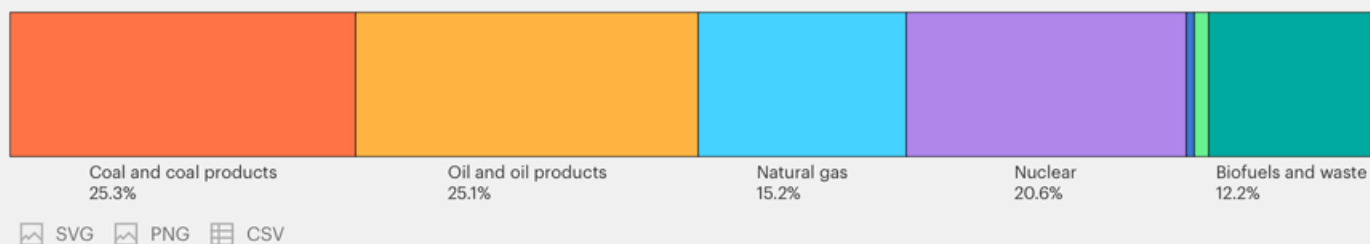
Our World in Data



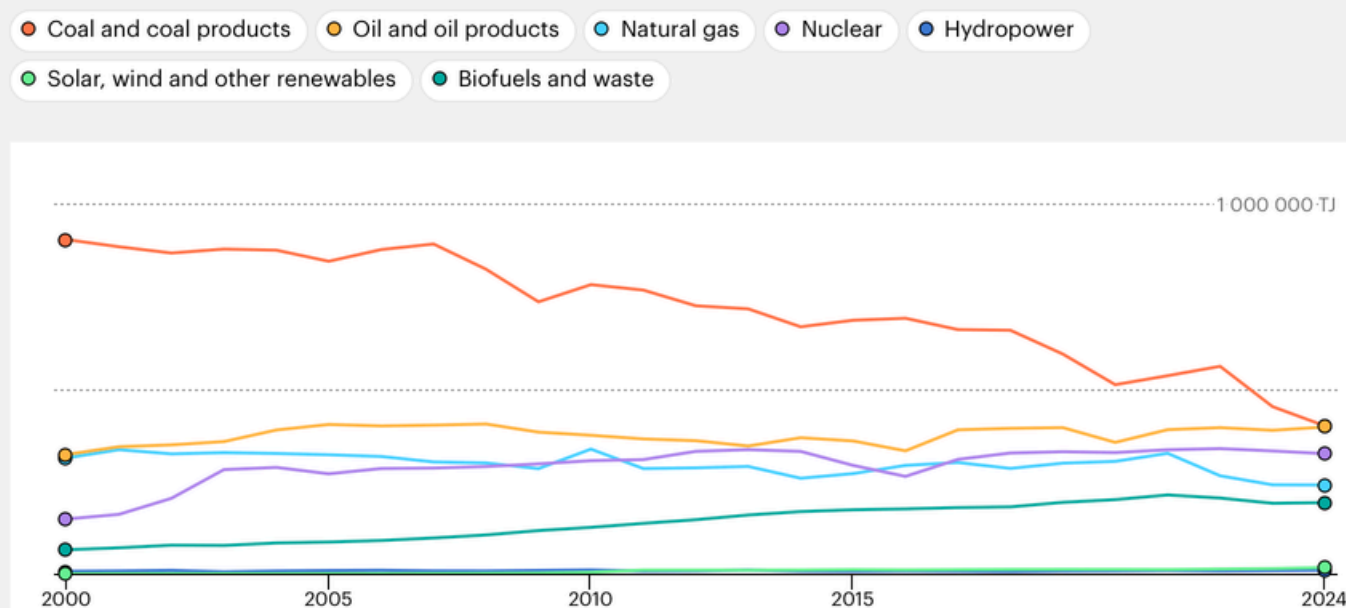
Les émissions par habitant, [Our World in Data](#)

Les combustibles fossiles occupent encore une place centrale dans le mix énergétique : le charbon et les produits pétroliers sont les sources les plus utilisées. Le nucléaire est la troisième source d'énergie du pays, 20% du mix et 40% de l'électricité, et le gouvernement prévoit d'en élargir la production électrique jusqu'à 68 % d'ici 2040. La consommation de gaz naturel devrait également augmenter dans les prochaines années, considéré une source d'énergie stable (même si son coût devient de plus en plus problématique) qui pourrait substituer progressivement l'usage du charbon, dont la sortie est prévue en 2033, sauf changements de part du gouvernement actuel. Le reste ce sont des énergies renouvelables (très peu), des biocarburants et déchets, les deux génèrent actuellement 17 % de l'électricité du pays mais sont censées augmenter à 46% d'ici 2050.

Total energy supply, Czechia, 2024



Evolution of total energy supply in Czechia since 2000



Le mix énergétique tchèque, Agence internationale de l'énergie

Electricity generation, Czechia, 2024



Le mix électrique tchèque, Agence internationale de l'énergie

Un mix énergétique moins carboné, mais plus vulnérable aux chocs

La République tchèque produit la majeure partie de son énergie, mais importe environ 40 % de son approvisionnement, principalement sous forme de produits pétroliers. Cette dépendance énergétique tend néanmoins à s'accroître : entre 2000 et 2024, les importations de combustibles fossiles ont augmenté d'environ 13 %. La consommation de produits pétroliers a quant à elle progressé de 23 % depuis 2000, une évolution largement portée par la croissance du parc automobile, tandis que la part du gaz dans le mix énergétique reste, pour l'instant, stable.

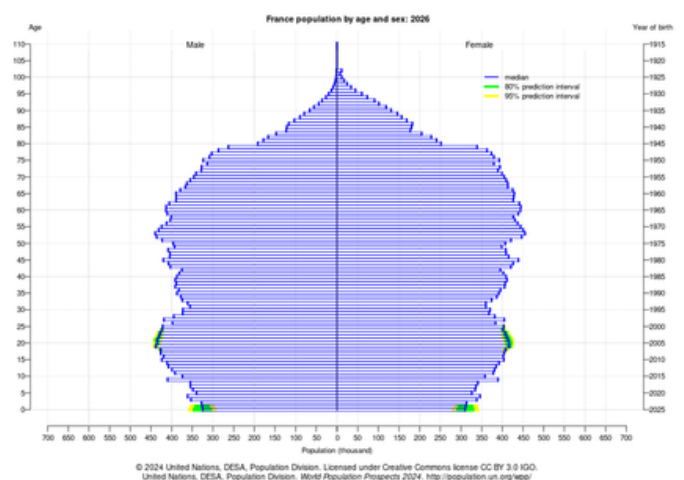
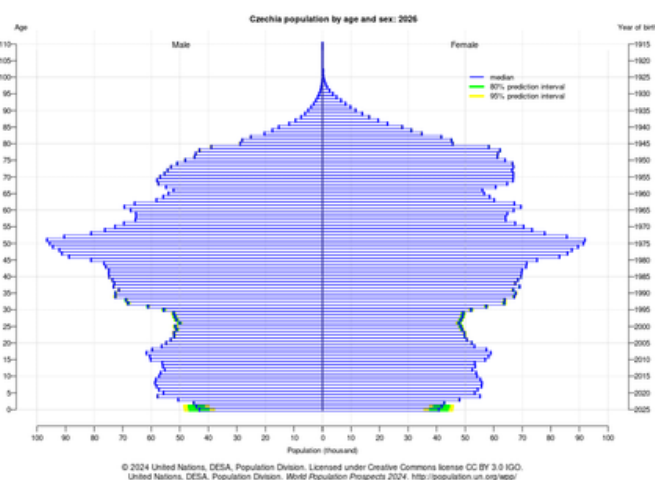
Jusqu'à l'invasion de l'Ukraine, la République tchèque dépendait fortement de la Russie pour ses approvisionnements en gaz et en pétrole. **En 2021, le pétrole russe couvrait environ 50 % des besoins nationaux**, tandis que le gaz russe en couvrait la totalité. Depuis, le pays a progressivement

réduit cette dépendance, jusqu'à s'en affranchir complètement : le pétrole russe a été abandonné en avril 2025, et les importations de gaz en provenance de Russie ont été ramenées à zéro. Le gaz est désormais acheminé principalement par gazoduc depuis la Norvège, ou sous forme de GNL majoritairement américain, tandis que le pétrole est approvisionné auprès de fournisseurs diversifiés. Cet affranchissement engendre toutefois une instabilité accrue des marchés énergétiques et une **augmentation significative du coût de l'énergie**, une pression encore aggravée par le déclenchement du conflit au Moyen-Orient impliquant les États-Unis et Israël, ainsi que par le blocus du détroit d'Ormuz. Le pays connaît ainsi des tensions énergétiques plus prononcées qu'ailleurs en Europe, ce qui pèse sur la compétitivité de sa base industrielle et, par ricochet, sur l'ensemble de l'économie nationale. La compétitivité de l'industrie tchèque s'est jusqu'à présent appuyée sur l'accès à une énergie bon marché et fortement carbonée : le charbon.

Au fil des années, cet avantage s'est progressivement érodé sous l'effet des réglementations environnementales européennes et du système ETS, qui oblige les entreprises à acquérir des crédits carbone pour opérer, renchérissant ainsi les coûts d'extraction. Couplée aux chocs énergétiques récents, cette pression a alimenté un **rejet croissant des politiques climatiques européennes** : le gouvernement Babiš s'oppose fermement à leur approfondissement (notamment via l'ETS2) et tarde à confirmer une date de sortie du charbon. La crainte est de fragiliser une industrie encore très énergivore qui, face à la hausse des coûts de l'énergie, pourrait voir sa compétitivité s'éroder dangereusement. Cette position trouve d'ailleurs un écho dans le débat public, qui n'a pas encore véritablement intégré l'urgence climatique et demeure globalement sceptique à l'égard des politiques environnementales et de transition énergétique.

UNE DÉMOGRAPHIE EN BERNE, QUI PÈSE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La population totale de la République tchèque s'élève à 10,9 millions d'habitants (contre 68 millions en France). Le pays connaît une légère hausse démographique portée par l'immigration, mais son solde naturel est négatif, avec un indice conjoncturel de fécondité de 1,37 enfant par femme en 2024 (contre 1,56 en France) quand le seuil de renouvellement des générations se situe autour de 2,05 enfants par femme. La Tchéquie avait pourtant connu une trajectoire de hausse de sa fécondité depuis les années 2000, atteignant 1,83 enfant par femme en 2021, avant de chuter de près de 0,5 point en trois ans.



Comparaison entre France et République tchèque : pyramides des âges, UN - World population prospects

Le défi de la main-d'œuvre...

L'un des principaux défis structurels auxquels est confrontée la République tchèque concerne l'évolution de sa population active. Le pays affiche depuis plusieurs années **l'un des taux de chômage les plus faibles de l'Union européenne (2,8 %)**, ce qui témoigne certes de la bonne santé du marché du travail, mais révèle également une **pénurie croissante de main-d'œuvre** dans plusieurs secteurs de l'économie. Cette tension est particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière, la construction, les transports, les services à la personne et certaines professions qualifiées, et constitue un frein majeur pour environ un cinquième des employeurs. À moyen et long terme, cette contrainte est appelée à s'accroître sous l'effet conjugué du vieillissement démographique, entraînant un rétrécissement progressif de la population en âge de travailler. **On estime que les personnes de 65 ans et plus représenteront près de 30 % de la population d'ici 2050.** Cette évolution risque de limiter le potentiel économique du pays, tout en exerçant une pression croissante sur les systèmes de retraite et de protection sociale, dont la viabilité à long terme constitue l'une des préoccupations majeures de la politique tchèque.

...les politiques migratoires et des femmes

Pour y faire face, le gouvernement précédent prévoyait d'augmenter les quotas d'immigration en provenance de pays tiers, mais il reste à voir comment le gouvernement Babiš entend aborder cette question. Historiquement, la République tchèque a attiré des travailleurs en provenance de Slovaquie, d'Ukraine et d'autres pays d'Europe centrale et orientale. L'arrivée massive de **réfugiés ukrainiens à partir de 2022, dont on estime le nombre à quelque 400 000 personnes aujourd'hui**, a renforcé cette tendance. Bien que leur intégration économique ait été relativement rapide, l'immigration demeure un sujet politiquement sensible et alimente régulièrement les débats autour de l'identité nationale et de la cohésion sociale, thèmes notamment portés par certaines forces politiques au sein de la coalition gouvernante. La mobilisation de la main-d'œuvre féminine constitue également un enjeu important. Si le taux d'emploi des femmes est comparable à la moyenne européenne (70 % environ), les interruptions de carrière liées à la maternité demeurent fréquentes et les écarts de rémunération entre hommes et femmes restent significatifs, les femmes gagnant en moyenne 20 % de moins que leurs homologues masculins.

La Tchéquie présente l'un des taux de chômage les plus faibles de l'Union européenne : 2,8 %

L'ADHÉSION À L'UE RÉSISTERA-T-ELLE QUAND LA TCHÉQUIE SERA DEVENUE CONTRIBUTRICE NETTE ?

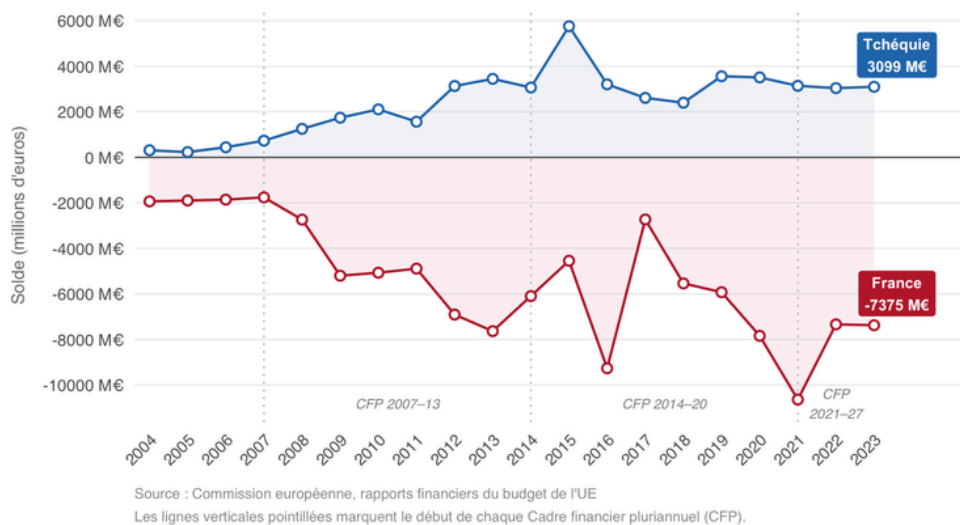
La Tchéquie a largement bénéficié de la politique européenne de cohésion, destinée à favoriser la convergence des trajectoires de développement entre les États membres de l'Union européenne. **Depuis son adhésion en 2004, le pays a reçu environ 75 milliards d'euros de financements européens, soit l'équivalent d'environ 5 % des dépenses publiques et jusqu'à 50 % des dépenses d'investissement public.** À l'inverse, sa contribution au budget de l'Union s'élève à environ 25 milliards d'euros, ce qui représente un solde net positif d'environ 50 milliards d'euros au cours de ses vingt-et-une années d'appartenance à l'UE. Au cours de la période 2007-2013, la Tchéquie a reçu environ 26,7 milliards d'euros au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds social européen (FSE) et du Fonds de cohésion. Cette enveloppe s'est élevée à environ 24 milliards d'euros pour la période 2014-2020, puis à 23 milliards d'euros pour la période 2021-2027.

Depuis son adhésion en 2004, le pays a reçu environ 75 milliards d'euros de financements européens.

Solde budgétaire européen : Tchéquie et France (2004–2023)

Solde net = dépenses UE reçues moins contributions nationales versées

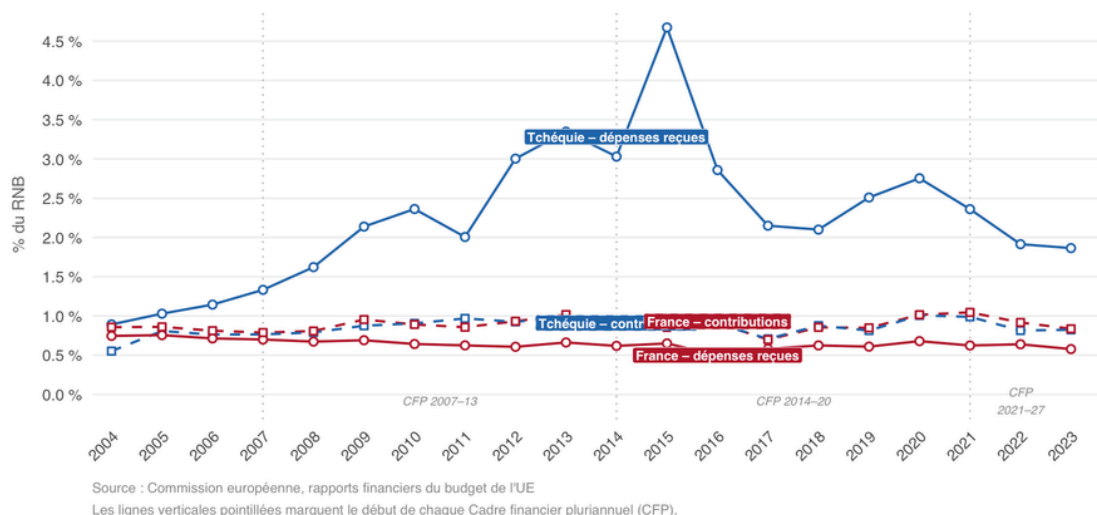
Positif : bénéficiaire net · Négatif : contributeur net



Dépenses reçues et contributions versées au budget de l'UE

en % du RNB — Tchéquie et France (2004–2023)

Trait plein : dépenses reçues · Tirets : contributions versées



La République tchèque a toujours été un bénéficiaire net du budget de l'Union européenne (environ 3 000 millions d'euros de solde net bénéficiaire au cours des cinq dernières années), tandis que la France consolide son rôle de contributeur, avec un solde net contributeur oscillant entre 6 000 et 10 000 millions d'euros sur la même période. Toutefois, en rapportant ces données au pourcentage du revenu national brut (RNB, indicateur utilisé par l'UE pour calculer les contributions des États membres), les deux pays contribuent au budget européen dans une mesure presque équivalente. La France reçoit certes moins qu'elle ne contribue, mais cet effort budgétaire, modeste au regard de la taille de son économie, finance les fonds de péréquation de l'UE qui, pour un pays de plus petite taille comme la Tchéquie, peuvent représenter jusqu'à 4,5 % de son RNB sous forme d'investissements européens au titre de la politique de cohésion.

Pourquoi la Tchéquie a-t-elle un solde positif ? Et pourquoi ça pourrait changer à partir du CFP 2028 ?

Le solde positif de la Tchéquie tient au fait que le pays présentait et présente encore partiellement des indicateurs économiques inférieurs à la moyenne européenne. Par exemple, la République tchèque bénéficie de fonds considérables dans le cadre de la politique européenne de développement régional et du Fonds social européen, conçus pour venir en aide aux régions moins développées dont le PIB par habitant n'atteint pas 75 % de la moyenne européenne, ou celles dites en transition, dont le PIB par habitant est compris entre 75 et 100 % de la moyenne européenne, ce qui est le cas de toutes les

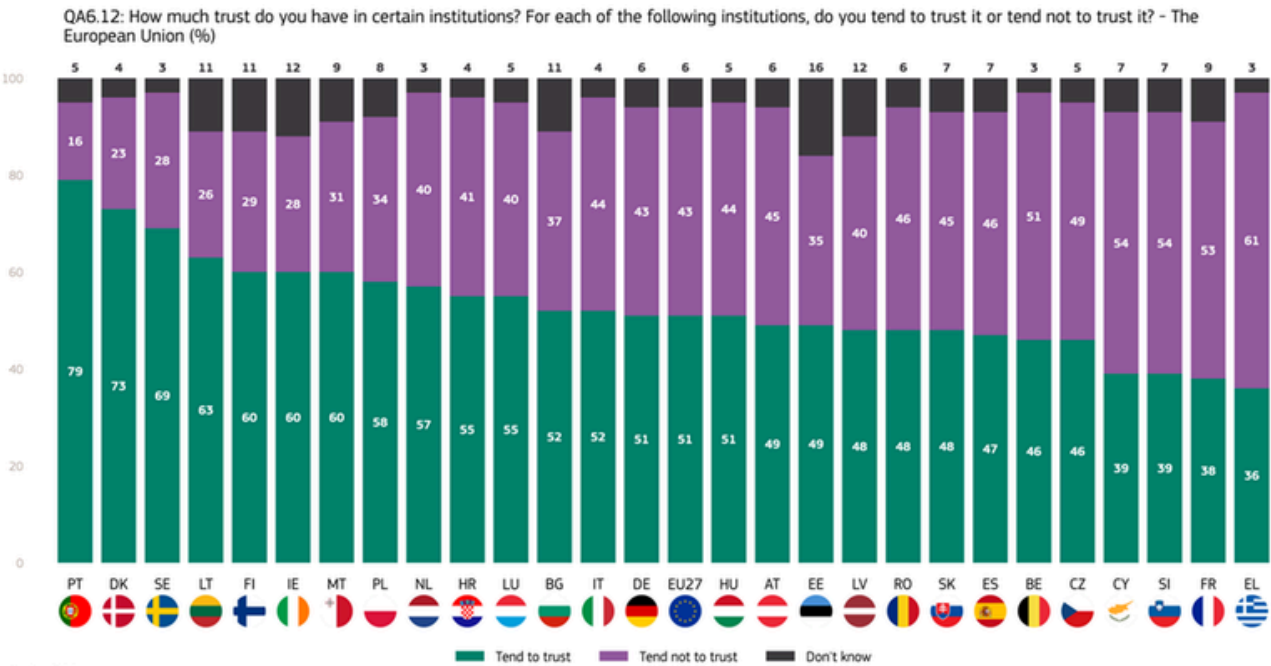
régions tchèques, à l'exception de Prague. Le Fonds de cohésion est quant à lui réservé aux États membres dont le RNB par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne européenne, bien que la Tchéquie s'en soit rapprochée ces dernières années, elle ne l'a franchi qu'en 2025. L'ensemble de ces facteurs explique que le pays demeure, pour l'heure, bénéficiaire net du budget de l'UE.

Toutefois, cette dynamique pourrait changer dans le prochain CFP. **La Tchéquie pourrait désormais être considérée comme l'un des pays européens à haut revenu et devenir ainsi contributeur net au budget de l'Union européenne.** Les données de 2025 montrent que le PIB par habitant tchèque a désormais atteint 91 % de la moyenne européenne, ce qui réduirait considérablement les investissements européens au titre de la politique de cohésion et conduirait le pays à contribuer davantage. Une perspective qui ne satisfait pas le gouvernement Babiš, qui se déclare prêt à négocier avec l'Union européenne pour que la Tchéquie ne bascule pas dans le camp des contributeurs nets. En effet, ce changement ne tiendrait pas compte des énormes différences entre la capitale, Prague, qui tire vers le haut la moyenne des indicateurs économiques du pays, et les régions dont le PIB par habitant reste inférieur à 75 % de la moyenne européenne.

46 % des Tchèques déclarent faire confiance à l'Union européenne, contre seulement 38 % des Français.

Quel impact sur la perception de l'UE au sein de la société tchèque ?

La société tchèque est la 5ème la plus eurosceptique de l'Union européenne, sans toutefois atteindre le niveau français, la France se classant deuxième après la Grèce. Selon l'Eurobaromètre publié en mai 2026, 46 % des Tchèques déclarent faire confiance à l'Union européenne, contre seulement 38 % des Français. Au cours des deux dernières décennies, le sentiment pro-européen tchèque s'est cependant surtout construit sur des bases pragmatiques : le statut de bénéficiaire net du budget européen et les effets positifs de l'intégration sur la convergence économique du pays. Si la Tchéquie venait effectivement à devenir contributrice nette, cet équilibre pourrait se fragiliser, d'autant que les discours eurosceptiques se diffusent de plus en plus largement au sein des élites politiques populistes. À l'image de la France, deuxième contributrice nette au budget de l'UE, le sentiment que l'on donne à l'Europe plus qu'on n'en reçoit pourrait alors devenir un puissant levier de défiance.



Quel est votre degré de confiance envers l'Union européenne ? Avez-vous tendance à lui faire confiance ou non ? (Eurobaromètre, 2026)

Quelles cordes de rappel contre les inégalités territoriales ?

La République tchèque s'inscrit clairement dans une trajectoire de développement territorial inégal, comme beaucoup d'autres pays européens, mais l'écart y est particulièrement marqué. Certaines régions se retrouvent bloquées dans une trajectoire de déclin qui semble difficilement réversible, malgré les efforts de financement européens et nationaux. Cette dynamique reflète aussi la structure économique du pays : une partie se développe vers une tertiarisation croissante de l'économie, surtout dans les grands centres urbains, avec des revenus qui s'accroissent, tandis que l'autre reste résolument industrielle, avec des salaires plus bas et des territoires de moins en moins attractifs. Dans cette logique, les migrations internes des territoires ruraux vers les grandes villes, Prague et Brno en tête, s'intensifient. Enfin, la fin probable des financements européens tels qu'ils ont été perçus jusqu'à présent pourrait creuser les écarts entre régions, qu'atténue pour l'instant la politique de cohésion.

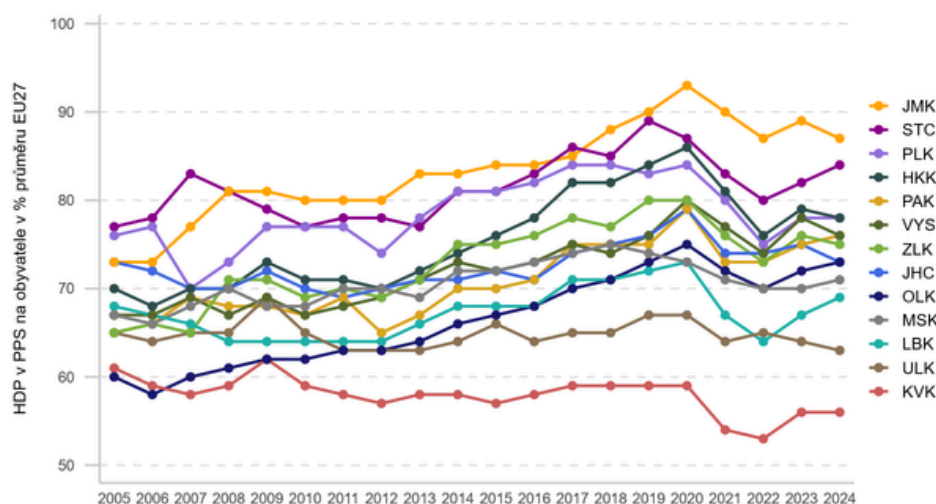
DES INÉGALITÉS TERRITORIALES QUI SE CREUSENT

Depuis 1990, la République tchèque a comblé une grande partie de l'écart qui la séparait de l'Europe occidentale en termes de qualité de vie : l'espérance de vie s'est accrue de 8 à 10 ans (de 67/75 à 77/83 ans), le PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat a désormais atteint 91 % de la moyenne européenne (la France étant à 99%), et les émissions de CO₂ du pays, bien que toujours élevées, ont été divisées par deux au cours des 25 dernières années (de 15 t à 7 t).

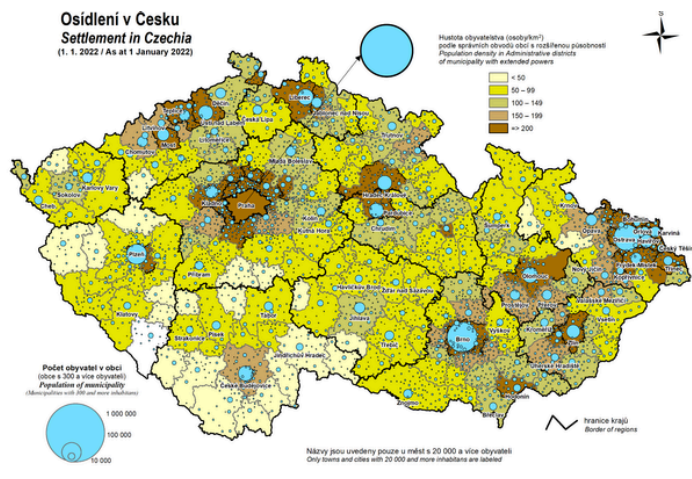
Toutefois, ce tableau assez positif à l'échelle nationale cache des disparités régionales importantes. Prague, capitale du pays et région administrative à part entière, constitue un cas à part dans les statistiques de PIB par habitant en Tchéquie, atteignant 192 % de la moyenne européenne, tandis que les autres régions

Prague atteint 192 % de la moyenne du PIB par habitant de l'Union européenne, alors que la région d'Ústí nad Labem n'arrive qu'à 63 % de cette même moyenne.

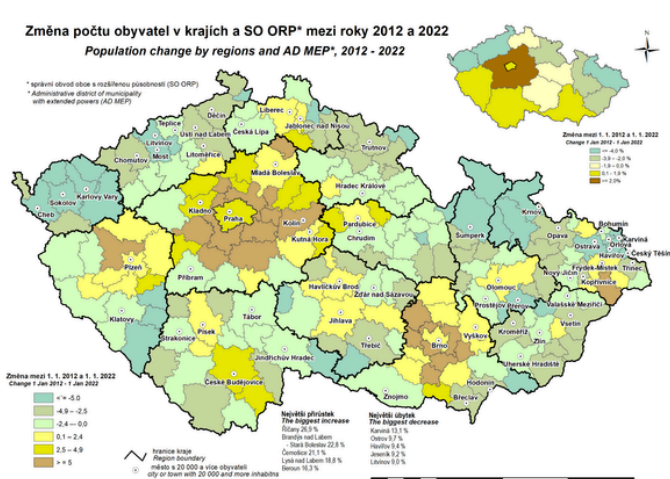
oscillent entre 56 % et 87 % de cette même moyenne. Parmi les régions les plus défavorisées, on distingue notamment les trois régions historiquement minières du pays (maintenant en transition) : Karlovy Vary (56 %), Ústí nad Labem (63 %) et, avec des résultats meilleurs, la Moravie-Silésie (71 %). À l'exception de cette dernière, ces régions ont connu une stagnation, voire un recul, de leur PIB par habitant par rapport à la moyenne européenne depuis 2005.



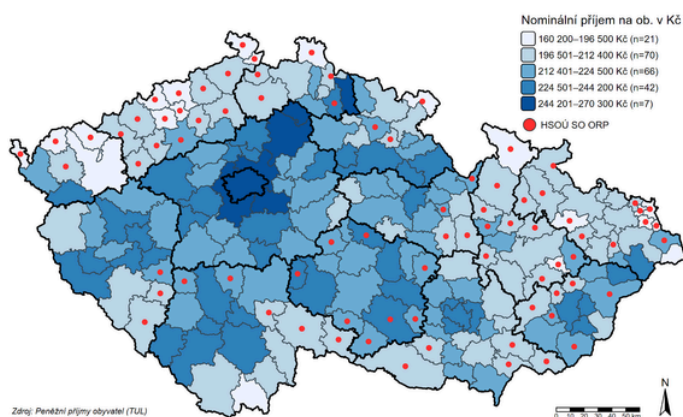
PIB/hab par région - Source : Eurostat (A. Reznikow, 2026)
ULK : Ústí nad Labem ; Prague n'est pas prise en compte en tant qu'exception



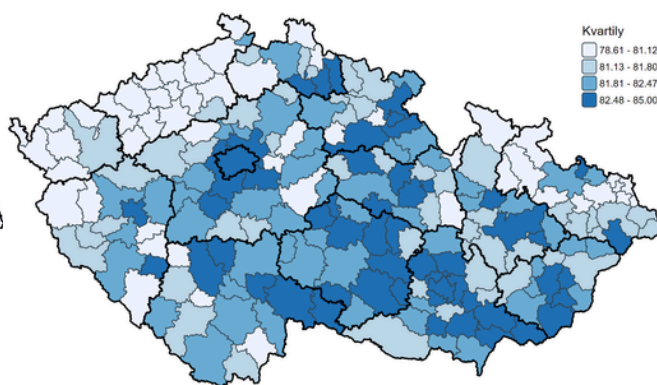
Carte démographique de la Rép. tchèque, Janvier 2022, CSO



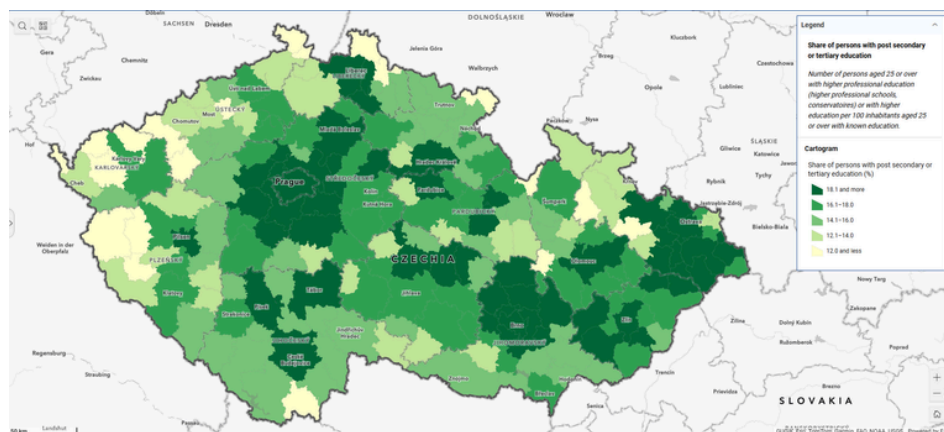
Changement démographique par circonscription administrative entre 2012 et 2022, CSO



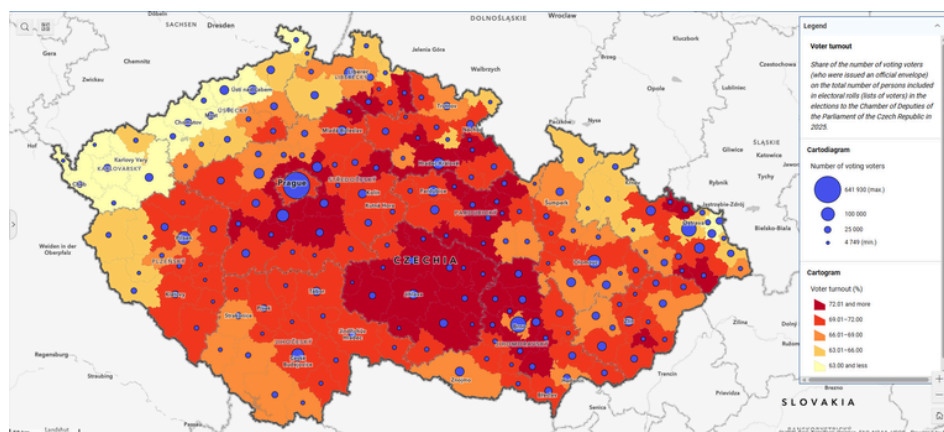
Revenu nominal par habitant (A. Reznikow, 2026)



Revenu nominal par habitant (A. Reznikow, 2026)



Part des personnes ayant fait des études supérieures, moyenne nationale = 25/30 % (A. Reznikow, 2026)



Taux de participation aux élections législatives 2025, moyenne nationale = 69 % (A. Reznikow, 2026)

Comme le montre la première carte, **la population se concentre aujourd'hui dans les grandes villes et leurs périphéries**, ainsi que dans les anciennes régions minières du nord-ouest et de l'est. Prague domine avec 1,4 million d'habitants, loin devant Brno (400 000), Ostrava (300 000) et Plzeň (200 000). La deuxième carte confirme cette tendance à la métropolisation : entre 2012 et 2022, les couronnes de Prague, Brno et Plzeň ont enregistré des croissances démographiques supérieures à 5 %, tandis que les régions de Karlovy Vary, d'Ústí nad Labem et de Moravie-Silésie figurent parmi celles qui se dépeuplent le plus rapidement.

Ces dynamiques s'inscrivent dans un tableau d'inégalités structurelles plus larges. **Les régions du nord-ouest cumulent en effet les mauvais indicateurs** : revenu, espérance de vie, niveau d'éducation et chômage y sont tous inférieurs à la moyenne nationale. Sur le plan salarial, l'écart est frappant, 2573 € bruts mensuels en moyenne à Prague contre 1732 € à Karlovy Vary, pour une moyenne nationale de 2040 € (contre 3275 € en France et 4479 € en Allemagne).

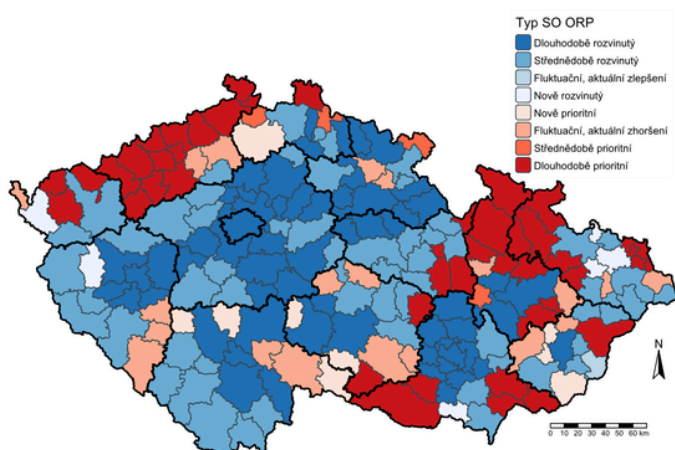
Ce sont d'ailleurs les seules régions du pays où la majorité des districts sont classés comme socio-économiquement défavorisés, Prague et la Bohême centrale n'en comptant aucun, où les taux de chômage s'élèvent à 5-6%, en contraste avec un taux national de 2,8 % (l'un des plus bas

d'Europe) et où se concentrent la moitié des grands industries émettrices de CO₂ (centrales à charbon, raffineries, usines sidérurgiques, ...). Enfin, les régions d'Ústí et de Karlovy Vary sont les régions avec le moins de dépenses en R&D par rapport au PIB (0,3%).

Quelle politique de cohésion pour les régions défavorisées ?

La République tchèque a défini par loi les « régions bénéficiant d'un soutien concentré » : il s'agit des régions minières d'Ústí, de Karlovy Vary et de Moravie-Silésie, qui affichent des performances inférieures à la moyenne nationale sur plusieurs indicateurs (comme l'illustrent les cartes ci-dessus). Le statut de région structurellement désavantagée est déterminé à partir d'indicateurs socio-économiques tels que le vieillissement de la population, le taux de chômage, la réussite scolaire, le surendettement et la ségrégation spatiale, et **les territoires concernés représentent environ 25 à 30 % du territoire tchèque** à l'échelle départementale. Parmi les facteurs aggravant la situation de ces zones figurent l'émigration des jeunes diplômés, la désindustrialisation, la dégradation urbaine et environnementale, ainsi qu'une qualité de gouvernance insuffisante.

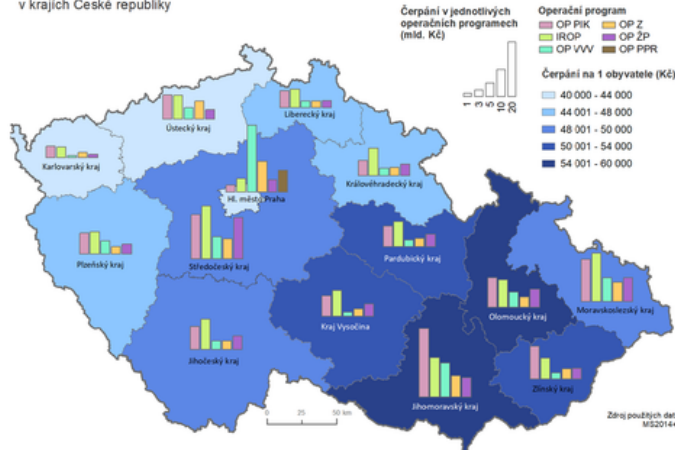
Typologie SO ORP dle období zařazení mezi prioritní regiony 1992–2027 (Matoušek)



Districts administratifs selon la durée de leur période d'inclusion parmi les régions prioritaires pour l'aide de l'État, 1992–2027, (A. Reznikow, 2026)

- Zones bleu foncé : régions développées, durablement performantes
- Bleus clairs : régions en amélioration ou récemment développées
- Zones orange/rouge : régions identifiées comme bénéficiaires d'un soutien (difficultés économiques ou sociales)
- Rouge foncé : difficultés structurelles de long terme

ČERPÁNÍ ESIF 2014-2020 - bez OP Doprava v krajích České republiky



Absorption des fonds européens 2014–2020 par région tchèque (A. Reznikow, 2026)

Couleur de fond : montant absorbé par habitant (en CZK)

Barres : répartition de l'absorption entre les programmes opérationnels (en milliards de CZK) : industrie (OP PIK), développement régional (IROP), recherche et éducation (OP VVV), emploi (OP Z), environnement (OP ŽP), et Prague (OP PPR)

Jusqu'à présent, les fonds européens ont constitué la principale source de financement pour l'aide au développement de ces régions, notamment le Fonds de cohésion, le FEDER et le FSE dont les décaissements cumulés depuis 2004 atteignent désormais 75 milliards d'euros. Si ces transferts ont produit de bons résultats en termes de convergence nationale vers les standards socio-économiques européens, **leurs effets au sein même des territoires tchèques les plus fragilisés se sont révélés plus limités.**

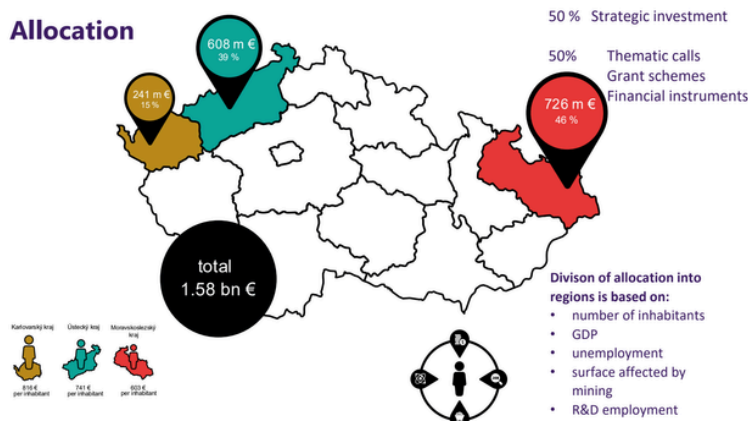
En effet, les catégories de dépenses éligibles au niveau européen (transports en commun, santé, éducation, numérisation, etc.) ont orienté les financements vers les centres urbains plutôt que vers les zones défavorisées. Il en va de même pour les fonds nationaux complémentaires à la politique de cohésion européenne, qui se sont concentrés sur Prague et les zones rurales, au détriment des territoires en transition et en cours de désindustrialisation. À ces biais structurels s'ajoute la contrainte des délais de dépense imposés par les règles européennes, qui ont conduit les administrations nationales et locales à privilégier la rapidité sur la pertinence du ciblage. Cette même logique a favorisé les investissements en infrastructures (plus sûrs à programmer et plus facilement quantifiables) au

détriment du capital humain, qu'il s'agisse de reconversion professionnelle, de formation continue ou de renforcement des capacités institutionnelles.

Paradoxalement, les fonds n'ont donc pas bénéficié en priorité aux régions les plus démunies du pays. Ce déséquilibre a été partiellement corrigé à partir de 2014, avec l'adoption d'une approche fondée sur la stratégie européenne de spécialisation intelligente (Smart Specialisation Strategy) et d'une vision plus stratégique du développement régional. Des instruments tels que les Investissements territoriaux intégrés (ITI) et le Développement local mené par les acteurs locaux (CLLD) ont permis de mieux cibler les interventions, en soutenant des écosystèmes d'innovation et le renforcement des facteurs de croissance endogènes. Cette approche a notamment donné de très bons résultats en Moravie-Silésie, ancienne région minière devenue l'un des pôles technologiques du pays. Dans le même esprit, la stratégie RE:START pour les régions minières et le Fonds pour une transition juste (JTF) constituent aujourd'hui des leviers importants pour accompagner les territoires structurellement défavorisés vers une reconversion durable.

Et pour les régions minières ?

Le programme RE:START, lancé en 2017 par le gouvernement tchèque, visait à soutenir la restructuration économique et sociale des régions de Moravie-Silésie, d'Ústí nad Labem et de Karlovy Vary, en favorisant la création d'emplois et les opportunités de formation pour les chômeurs de longue durée et les jeunes. Il a mobilisé 2,8 milliards d'euros jusqu'en 2020. Dans son prolongement, le Programme opérationnel pour la transition juste (OPJT), mis en œuvre à partir de 2021 dans le cadre du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne, soutient des actions en faveur de l'emploi, de l'inclusion sociale, de l'éducation, de la qualité environnementale et de l'amélioration des conditions de vie, avec une enveloppe de 1,6 milliard d'euros pour la période 2021-2027.



Répartition des fonds du Fonds pour une transition juste (FTJ), dans le cadre du OPJT, entre les trois régions minières tchèques, total : 1,58 milliard € (R. Leistner Kratochvílová, 2026)

- **Dotations par région :** Moravie-Silésie 726 M€ (46 %), Ústí nad Labem 608 M€ (39 %), Karlovy Vary 241 M€ (15 %)
- **Dotation par habitant :** 816 € (Karlovy Vary), 741 € (Ústí nad Labem), 603 € (Moravie-Silésie)

Les allocations de l'OPJT entre les trois régions ont été déterminées selon plusieurs critères : population, PIB, taux de chômage, superficie affectée par les activités minières et part de l'emploi dans la R&D. La moitié des fonds est dédiée aux investissements stratégiques, tandis que l'autre moitié est attribuée via des appels à projets, des programmes de subventions et des outils financiers, mis en œuvre par la banque de développement nationale tchèque. Parmi ces instruments figurent notamment des prêts de transition, prêts à taux zéro destinés à accompagner la reconversion des petites et moyennes entreprises locales, des fonds friche, financements mezzanine accordés aux projets de réhabilitation des anciennes zones industrielles et sites miniers, ainsi que des mécanismes mixtes combinant prêts et subventions, poursuivant le même objectif de requalification foncière. S'agissant des investissements stratégiques, les projets financés couvrent un large spectre : énergies renouvelables, R&D dans divers secteurs, centres technologiques, programmes de reconversion de la main-d'œuvre minière, et réhabilitation de friches industrielles et minières de grande ampleur. L'objectif est de soutenir des initiatives à fort impact territorial, susceptibles de générer des facteurs de croissance endogènes sur le long terme.

Pourtant, depuis le lancement de RE:START en 2017 puis de l'OPJT en 2021, ces stratégies ne semblent pas avoir infléchi la trajectoire de déclin des régions concernées. La Moravie-Silésie fait figure d'exception, déjà engagée sur une voie vertueuse de développement depuis les années 2000, mais Ústí nad Labem et Karlovy Vary poursuivent leur déclin. La question se pose alors de savoir si l'État tchèque peut réellement inverser la périphérisation de ces territoires, à l'heure où l'ensemble des États européens connaissent une dynamique de forte métropolisation et de tertiarisation de l'économie au profit des grandes villes. Un regard, donc, depuis le terrain.

La gouvernance territoriale en Tchéquie

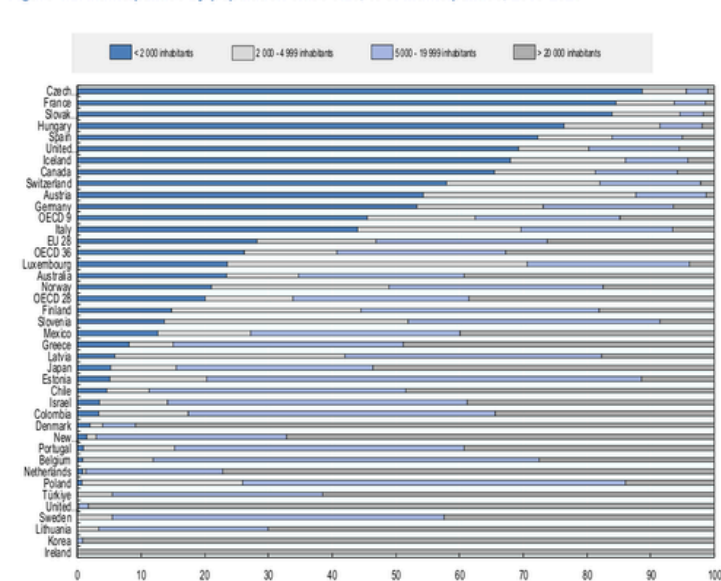
La Tchéquie est un État unitaire organisé en **trois niveaux de gouvernance : central, régional et municipal**. Elle comprend 14 régions, dont la ville de Prague, qui dispose du statut à la fois de région et de municipalité, ainsi que 6 258 communes, un niveau de fragmentation comparable à celui de la France rapporté à la population, la grande majorité des communes des deux pays comptant moins de 2 000 habitants. Les districts n'existent quant à eux qu'à des fins statistiques.

Au niveau régional, la population varie entre 300 000 et 1,5 million d'habitants. Les régions (kraj) sont des collectivités autonomes dont le conseil est élu tous les quatre ans. Leurs compétences couvrent la coordination des services sociaux, la protection de l'environnement, les infrastructures de transport, la santé et l'enseignement secondaire. **Leur budget représente environ 15 % du budget de l'État (4 % du PIB)** et est financé aux deux tiers par des transferts étatiques et pour un tiers par des impôts partagés avec l'État.

Les communes (obce) sont également autonomes et leurs représentants élus tous les quatre ans. Elles exercent des compétences similaires à celles des régions, mais à une échelle plus locale, et sont en outre responsables de l'enseignement primaire, du logement et de la planification territoriale. **Leur budget représente environ 25 % du budget de l'État (6 % du PIB)** : il se compose aux deux tiers de recettes fiscales propres et partagées (dont la taxe foncière et une dotation calculée principalement sur la base de la population) et pour un tiers de transferts et de revenus non fiscaux. Dans les faits, l'État central reste très présent sur le territoire et encadre étroitement l'action municipale, notamment dans des domaines tels que la gestion des permis de construire et la protection du patrimoine.

Cette structuration de la gouvernance soulève plusieurs enjeux. En premier lieu, l'extrême fragmentation communale, comparable à la situation française, pousse à développer des formes de coopération intercommunale. La répartition des compétences en matière d'urbanisme constitue également un point de friction : selon les cas, le pouvoir d'émettre des permis de construire revient aux communes ou demeure entre les mains des services déconcentrés de l'État, créant une certaine insécurité juridique et administrative. Enfin, les collectivités locales demeurent largement tributaires des transferts de l'État et peinent à développer de véritables capacités autonomes de planification et d'investissement.

Figure 4.2. Municipalities by population class size, % of municipalities, 2019-2020*



Communes par tranche de taille de population,
% des communes, 2019-2020

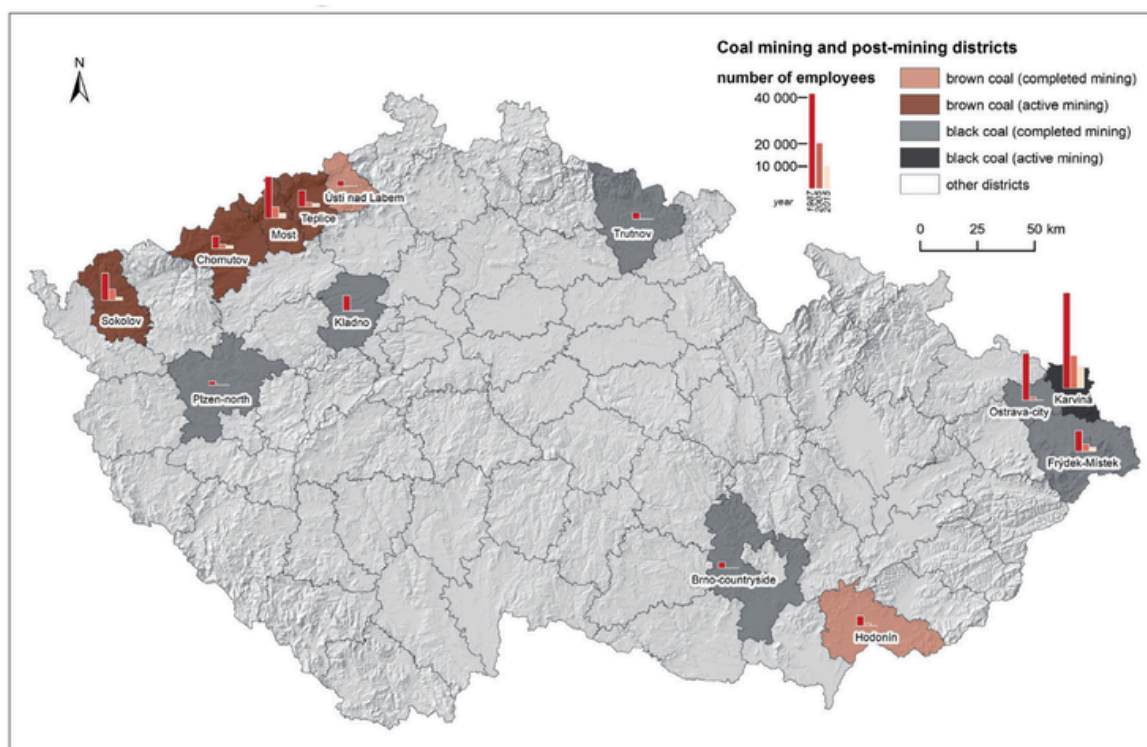
ÚSTÍ NAD LABEM, UNE VIE APRÈS LE CHARBON ?

La région d'Ústí nad Labem est une région du nord-ouest de la Tchéquie, s'étendant sur 5 339 km² et comptant environ 821 000 habitants. **Son PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est le deuxième plus bas du pays, atteignant seulement 63 % de la moyenne européenne,** un niveau stable depuis plusieurs décennies, dans une trajectoire de stagnation, voire de déclin.

Cette situation s'explique en grande partie par une dépendance historique aux industries lourdes, chimiques et extractives, qui a rendu la région particulièrement vulnérable aux transformations industrielles des années 1990. Le secteur minier, qui emploie encore environ 10 000 personnes, illustre à lui seul la difficulté de la transition : **faute de diversification économique suffisante, peu d'alternatives viables ont émergé pour compenser le déclin du charbon.** Ce phénomène rejoint ce que la littérature académique désigne sous le terme de « malédiction des ressources » (resource curse) : la tendance des régions dont le développement a reposé sur l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables à se retrouver, une fois ces ressources épuisées, sans moteur de substitution crédible.

La « malédiction des ressources » est la tendance des régions dont le développement a reposé sur l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables à se retrouver, une fois ces ressources épuisées, sans alternatives économiques.

Les racines de cette fragilité sont cependant plus profondes. Située dans les Sudètes, la région a connu une dépopulation massive après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de l'expulsion forcée des populations germaniques. Le vide démographique ainsi créé a été comblé par un afflux de main-d'œuvre peu qualifiée, attirée par l'essor des industries minières et métallurgiques sous le régime communiste. Cette trajectoire particulière a laissé des héritages durables : un niveau de formation inférieur à la moyenne nationale, une faible mobilité sociale, la présence de populations marginalisées et des mécanismes persistants de reproduction des inégalités. Sur le plan politique, la région se distingue également par un faible engagement civique et un soutien plus marqué qu'ailleurs aux partis populistes.



Les districts miniers de charbon et l'emploi dans le secteur entre 1987 et 2015 (Frantál, 2017).

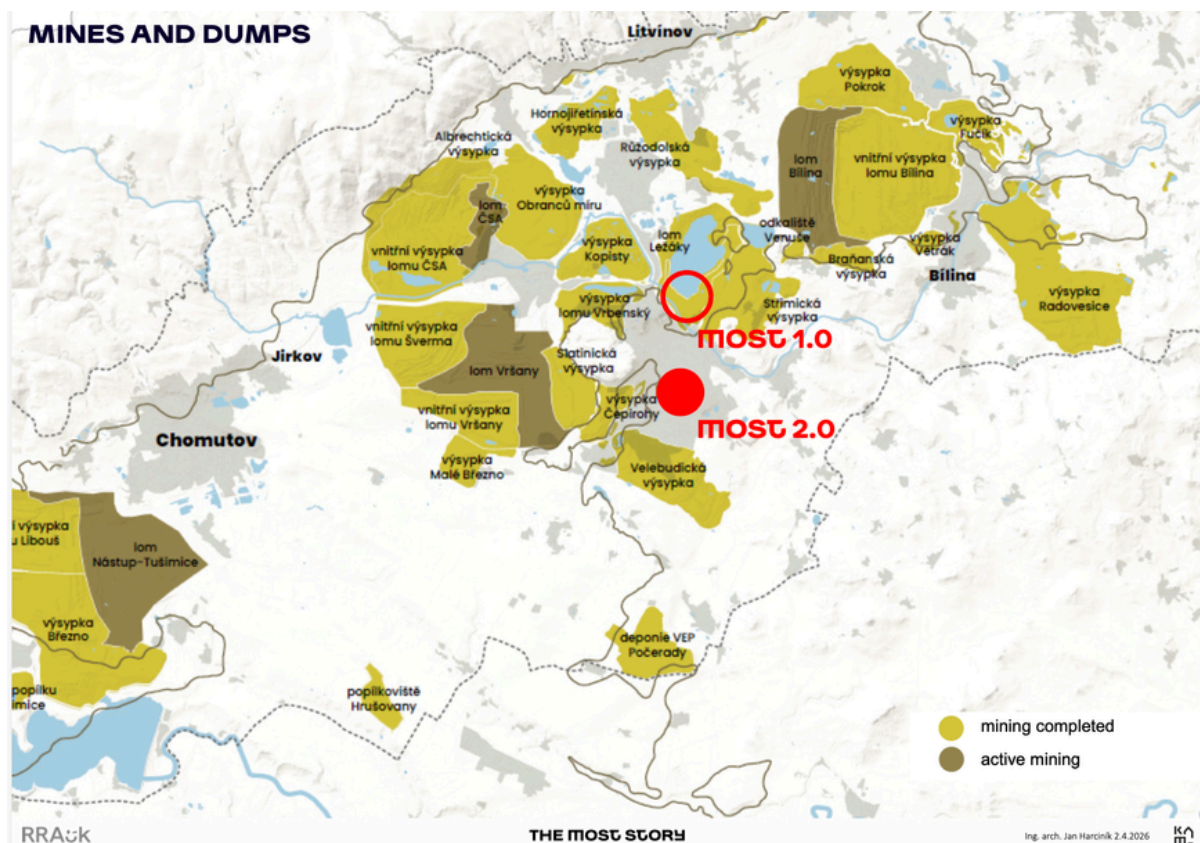
NB : l'exploitation minière dans le district de Karviná s'est terminée le 01/03/2026.

Quelle est l'histoire du charbon dans la région ?

La région d'Ústí possède une longue tradition d'extraction du charbon, remontant au Moyen Âge, mais c'est la construction du réseau ferroviaire au XIXe siècle qui a véritablement enclenché son développement industriel en reliant les gisements aux grands bassins de consommation. **L'essor minier s'accélère ensuite durant la seconde moitié du XXe siècle, sous l'impulsion du régime communiste (1948-1989),** qui érige le charbon en pilier des industries lourdes et énergétiques développées de manière centralisée. Le lignite, principale source d'énergie du pays, est alors majoritairement extrait en Ústí nad Labem. Cette intensification productive a cependant un coût humain et environnemental considérable. À partir de la fin des années 1960, l'exploitation à ciel ouvert devient prédominante : si elle permet d'accroître la production tout en réduisant la main-d'œuvre, elle entraîne en contrepartie une dégradation environnementale et hydrologique massive, particulièrement dans les districts de Most et de Teplice. Dans le même temps, plus d'une centaine de villages ainsi que des quartiers

Plus d'une centaine de villages ainsi que des quartiers entiers de plusieurs villes sont rasés entre 1949 et 1980, provoquant le déplacement de plus de 90 000 personnes.

entiers de plusieurs villes sont rasés entre 1949 et 1980, provoquant le déplacement de plus de 90 000 personnes. Le cas le plus emblématique est la destruction du centre historique médiéval de Most, qualifié de « relique capitaliste décadente », afin d'accéder à plus de 85 millions de tonnes de charbon. Seule l'église fut épargnée, déplacée d'environ 850 mètres sur rails en 1975, avant que la ville ne soit reconstruite quelques kilomètres plus loin selon les principes fonctionnalistes du régime socialiste. Ces chiffres illustrent l'ampleur de l'exploitation : **de 1945 à 2005, le bassin de Most a représenté en permanence plus de 70 % de la production nationale de lignite, et au pic de production, en 1984, le seul district de Most extrayait 38,6 millions de tonnes de charbon par an, réparties entre onze mines en activité**, faisant de ce territoire l'un des bassins miniers les plus intensément exploités d'Europe centrale.



Le bassin minier de Most aujourd'hui : mines actives, abandonnées et sites réhabilités. (Ville de Most, 2026)

Le bassin minier de Most aujourd'hui : entre exploitation et réhabilitation du territoire

L'exploitation du charbon dans la région n'est pas encore terminée. **La région d'Ústí nad Labem compte encore trois mines en activité (Bílina, Tušimice et Vršany) connectées à quatre centrales thermiques.** La mine de Bílina produit à elle seule environ 10 millions de tonnes par an, même si cette activité devient de moins en moins rentable sous l'effet des réglementations environnementales : sa production devrait diminuer sensiblement d'ici 2030, et cesser en 2033, date retenue par l'État pour l'abandon du charbon. La région demeure néanmoins la première productrice d'électricité d'origine charbonnière du pays, avec près de 17 000 GWh générés en 2024. Selon le Centre régional pour l'innovation, son mix énergétique reste largement dominé par le lignite (75 %), complété par le gaz (15 %) et les énergies renouvelables.



Le groupe en visite de la mine de Bílina et de la centrale à charbon de Ledvice (02/04/2026)

Cependant, depuis les années 1990 la fermeture progressive des mines s'accompagne de projets de réhabilitation du territoire. Le lac de Most en est l'exemple le plus abouti. Exploitée jusqu'en 1999 sous le nom de mine Ležáky, la fosse a été reconvertie par l'entreprise publique DIAMO, chargée de la réhabilitation des sites miniers. Un mur étanche a d'abord été construit en sous-sol, pour prévenir la contamination par les eaux souterraines rendues toxiques par une usine pétrochimique voisine, et la mine a ensuite été progressivement remplie d'eau entre 2008 et 2014, avant d'être ouverte à la baignade en 2020. **Avec ses 309 hectares de superficie, le lac de Most est aujourd'hui le deuxième plus grand lac de Tchéquie et une destination touristique estivale reconnue.** Sa création a été intégralement financée par les contributions obligatoires des sociétés minières à un fonds étatique dédié à la réhabilitation des territoires, pour un coût total d'environ 100 millions d'euros.

Toutefois, les premières fragilités de ce modèle apparaissent. **Les précipitations locales ne suffisent pas à maintenir le niveau du lac, qui doit être alimenté en continu par les rivières voisines via des conduites industrielles.** Dans une Tchéquie de plus en plus exposée aux sécheresses liées au

changement climatique, et alors que le lac de Most n'est pas le seul plan d'eau artificiel créé sur d'anciennes mines, cette forme de réhabilitation pourrait alimenter des tensions croissantes autour de la ressource en eau.

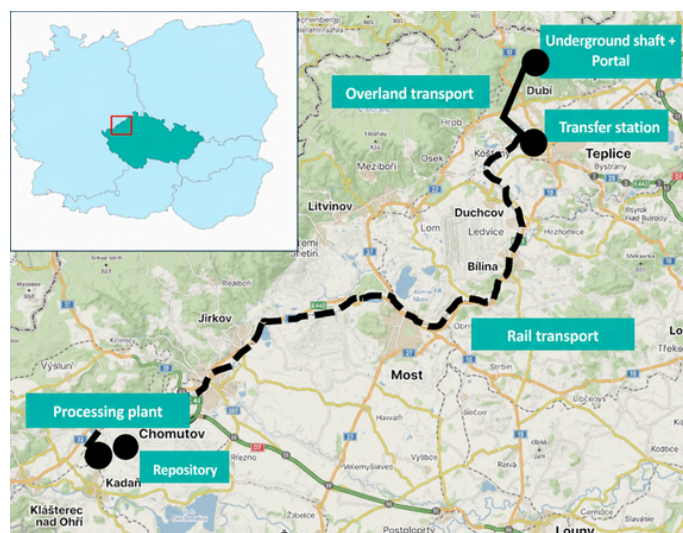
Un second exemple illustre une approche différente : le terril Radovesická, une colline de 140 mètres de hauteur et de 4 km² de superficie, renaturalisée à partir de 2003 selon le même mécanisme de financement du Lac de Most. Formé par 680 millions de m³ de matériaux (sables et argiles) extraits pour creuser la mine à ciel ouvert de Bílina, le terril a été recouvert de sols fertiles et revégétalisé. Il ressemble aujourd'hui à un parc naturel, dont une partie des terres pourrait être vouée à l'agriculture, même si les autorités locales peinent à trouver des candidats. Son nom, Radovesická, est un hommage au village éponyme, entièrement enseveli par les opérations minières et dont les vestiges se trouvent encore, partiellement, à l'intérieur de la colline.

Nouvelles perspectives extractives : une mine de lithium à Cínovec

La réhabilitation n'est cependant pas le seul horizon envisagé pour la région. De nouvelles perspectives extractives ont émergé avec le projet de mine de lithium à Cínovec, dans le district de Teplice, près de la frontière allemande. Porté par GEOMET, société détenue à 51 % par Severočeské doly/ČEZ et à 49 % par l'australien European Metals Holding, **le projet prévoit une mine souterraine et une usine de traitement produisant 37 500 tonnes de carbonate de lithium par an à partir de 3,2 millions de tonnes de minerai (lithium, cuivre, étain), soit de quoi alimenter environ 1,3 million de véhicules électriques.** Classé stratégique par Prague et Bruxelles, partiellement financé par le Fonds de transition juste de l'UE, il représente un **investissement de 1,7 milliard d'euros** (le plus important de la région) et, selon GEOMET, générerait **4 000 emplois directs**. Severočeské doly envisage par ailleurs d'employer une partie des mineurs vers l'extraction du lithium, compensant ainsi partiellement les suppressions d'emplois liées à l'arrêt du charbon.

Malgré ce positionnement stratégique, le projet fait face à une opposition locale organisée,

portée par l'association Cinvald. Selon Gregorová, les griefs sont multiples : **information lacunaire et contradictoire, préoccupations environnementales non traitées (poussières minérales, pénurie d'eau) et absence de concertation réelle**. Les habitants rappellent en outre que la région subit encore les séquelles de l'extraction minière passée, arrêtée en 1991 : affaissements de terrain, galeries abandonnées, pollutions résiduelles dans les bois environnants. La région d'Ústí n'est donc pas un terrain neutre, et si les projets de réhabilitation y sont généralement bien accueillis, le retour à des logiques extractives génère des tensions profondes, les habitants étant désormais de plus en plus conscients du coût environnemental que de tels projets impliquent.



Le projet de la mine et la raffinerie de lithium (GEOMET, 2026)

Le projet prévoit une mine souterraine
et une usine de traitement produisant
37 500 tonnes de carbonate de lithium
par an, soit de quoi alimenter environ
1,3 million de véhicules électriques.

Most : les défis d'une ville minière en mutation

Most est l'une des villes de la région les plus profondément marquées par l'industrie du charbon. Reconstituée à la suite de l'ouverture d'une mine de lignite sur son ancien emplacement, elle avait été conçue selon les principes modernistes pour accueillir 100 000 habitants, un seuil qu'elle n'a jamais atteint. Elle ne compte aujourd'hui que **60 000 résidents et**

continue de se dépeupler. L'emploi y était majoritairement lié aux mines environnantes, désormais en grande partie fermées, et à une usine pétrochimique voisine (Chemopetrol), encore active et principal employeur de la zone. **Most cumule plusieurs fragilités : fuite des jeunes diplômés, vieillissement démographique, atonie économique et difficulté à se projeter dans un avenir post-fossile.** Ces dynamiques, conjuguées à la périphérisation croissante de la région par rapport aux grands centres urbains du pays, se traduisent par un déclin démographique estimé à plus de 5 % entre 2012 et 2022.

Le déclin démographique de la ville de Most est estimé à plus de 5 % entre 2012 et 2022.

Ce dépeuplement pèse directement sur les finances municipales, les recettes de la ville étant étroitement liées à la taxe foncière et à la taille de la population. Most peine ainsi à entretenir ses espaces publics : les principaux équipements du centre-ville (mairie, centres culturels et récréatifs) nécessitent une rénovation dont le coût dépasse largement le budget annuel de la ville (120 millions d'euros). Pour y répondre, Most a lancé le projet SuperMost, en partenariat avec le Centre pour l'Architecture de l'Europe Centrale, visant à régénérer les espaces publics avec des moyens contraints. Plusieurs sites sont concernés : le centre culturel Prior, la mairie, un

espace créatif et les places du centre-ville, chacun ayant fait l'objet d'une conférence internationale et d'un processus participatif. Par ailleurs, la ville projette de rénover sa gare et de développer une offre touristique autour du lac de Most (camping, loisirs nautiques, activités de plein air) se positionnant désormais comme une « région de lacs ».

La question du logement constitue une autre difficulté structurelle. **Le parc résidentiel est quasi exclusivement composé de barres d'immeubles en panneaux préfabriqués,** construites dans les années 1970 pour une main-d'œuvre peu qualifiée attirée par l'industrie charbonnière. La qualité de ce bâti est insuffisante pour attirer de nouveaux habitants. Or, comme l'ensemble du patrimoine construit sous l'ère communiste en Tchéquie, ces logements ont été presque intégralement privatisés : la ville n'a donc ni les leviers juridiques ni les capacités financières pour engager une transformation significative de son parc immobilier.

En général, Most se présente comme une petite ville en déclin, dont le leadership politique cherche à enrayer l'affaiblissement de l'attractivité et le recul encore plus marqué de la région (Most étant le deuxième centre d'Ústí). Toutefois, cette ambition se heurte à un manque croissant de moyens financiers, alimenté par le cercle vicieux de la dépopulation et la perte consécutive de recettes fiscales locales.



La ville de Most dans les années 1980/1990 (Ville de Most, 2026)



Le groupe en visite au Lac de Most et à la Marie de Most (02/04/2026)

PRAGUE : COMMENT RESTER ATTRACTIF QUAND ON DEVIENT INABORDABLE ?

Prague, capitale et poumon économique du pays, présente un profil socio-économique aux antipodes de celui de la région d'Ústí : son PIB par habitant atteint 192 % de la moyenne européenne, et c'est la surattractivité, non le déclin, qui y constitue le principal défi, se traduisant notamment par une crise du logement et une pression touristique croissante.

Ces dernières années, Prague a connu un taux de croissance démographique annuel compris entre 0,8 % et 1,2 %.

La ville-région compte environ **1,4 million d'habitants** et s'étend sur près de 500 km². Elle bénéficie d'une économie dynamique, portée par le secteur tertiaire et le tourisme. Prague a gagné plus de 155 000 habitants entre 2013 et 2024, avec un **taux de croissance annuel compris entre 0,8 % et 1,2 %**. Selon les projections de l'Institut d'urbanisme de Prague (IPR), la population pourrait s'accroître jusqu'à atteindre 1,68 millions d'habitants d'ici 2050. Ce qui pose un vrai **enjeu de disponibilité de logements et de densification de la ville**, qui aujourd'hui a une densité plutôt faible, de 2 818/km² (Paris : 20 000/km²).



La région de Prague et ses subdivisions administratives (IPR Prague, 2026)

Bâtie sur les rives de la Vltava, Prague se caractérise par un centre historique dont les premières constructions remontent au XIII^e siècle, notamment dans les quartiers de Staré Město et Malá Strana, auxquels s'est ajouté Nové Město, fondé deux siècles plus tard. La ville s'est ensuite étendue au cours des siècles suivants, en particulier aux XVIII^e et XIX^e siècles, avec l'urbanisation de quartiers situés au-delà du noyau médiéval, tels que Smíchov, Holešovice, Žižkov et Vinohrady, intégrés à la municipalité en 1901 lors de la création de la « Grande Prague ». Au-delà de ces espaces centraux s'étend la Prague contemporaine, largement façonnée par le régime communiste, composée de quartiers autonomes souvent constitués de grands ensembles préfabriqués et de cités-jardins (Ďáblice, Nové Butovice, entre autres).

Organisation institutionnelle, difficultés de coordination et le nouveau plan métropolitain

Sur le plan institutionnel, Prague possède un statut juridique unique en République tchèque : elle est à la fois une ville et une région. Ses principaux organes sont l'Assemblée municipale et le Conseil municipal, dirigé par le maire, qui exerce également les fonctions de gouverneur régional.

L'organisation territoriale de la ville repose sur plusieurs niveaux. Elle comprend 57 arrondissements (městské části), chacune dotée d'un conseil et d'un maire, disposant de compétences de proximité. Celles-ci sont regroupées en 22 zones administratives servant de cadre aux services déconcentrés de l'État. Enfin, les 10 districts traditionnels (Praha 1 à Praha 10), hérités de la période communiste, n'ont plus de rôle politique mais restent utilisés pour l'adressage postal.



La proposition du nouveau plan métropolitain de Prague (IPR Prague, 2026). En rouge clair les zones de la ville à densifier.

Dans ce contexte administratif, **tout projet public ou privé devient difficile à négocier et à mener à terme** : les changements doivent être discutés à l'échelle métropolitaine et au niveau des 57 arrondissements, alors que le permis de construire ne peut en définitive être accordé que par les 22 zones administratives et leurs services déconcentrés de l'État. Les travaux de densification nécessaires à Prague se heurtent par ailleurs à la rigidité du plan métropolitain en vigueur, approuvé en 1999 et mis à jour à plusieurs reprises depuis. Celui-ci définit l'usage autorisé pour chaque parcelle de terrain, laissant peu de marge de manœuvre face aux évolutions du tissu urbain.

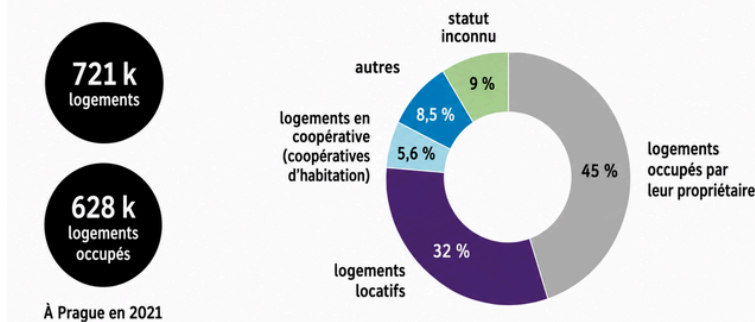
L'Institut d'urbanisme de Prague considère qu'une approche plus flexible serait préférable pour une aire urbaine de cette envergure, et a élaboré en ce sens un nouveau plan métropolitain,

actuellement en phase de relecture finale à l'issue d'un processus participatif de consultation. Ce nouveau plan privilégie une lecture plus flexible de la destination d'usage des espaces de la ville : par exemple, plutôt que de figer l'usage de chaque parcelle, il identifie les secteurs présentant un potentiel de densification (friches industrielles, zones sous-exploitées, etc.) et les rend disponibles pour un redéveloppement ciblé (zones en rouge clair dans la carte). En définitive, si le nouveau plan métropolitain ne simplifie pas la négociation institutionnelle autour des nouveaux projets immobiliers, il pourrait néanmoins faciliter l'identification des zones prioritaires sur lesquelles concentrer les efforts de développement.

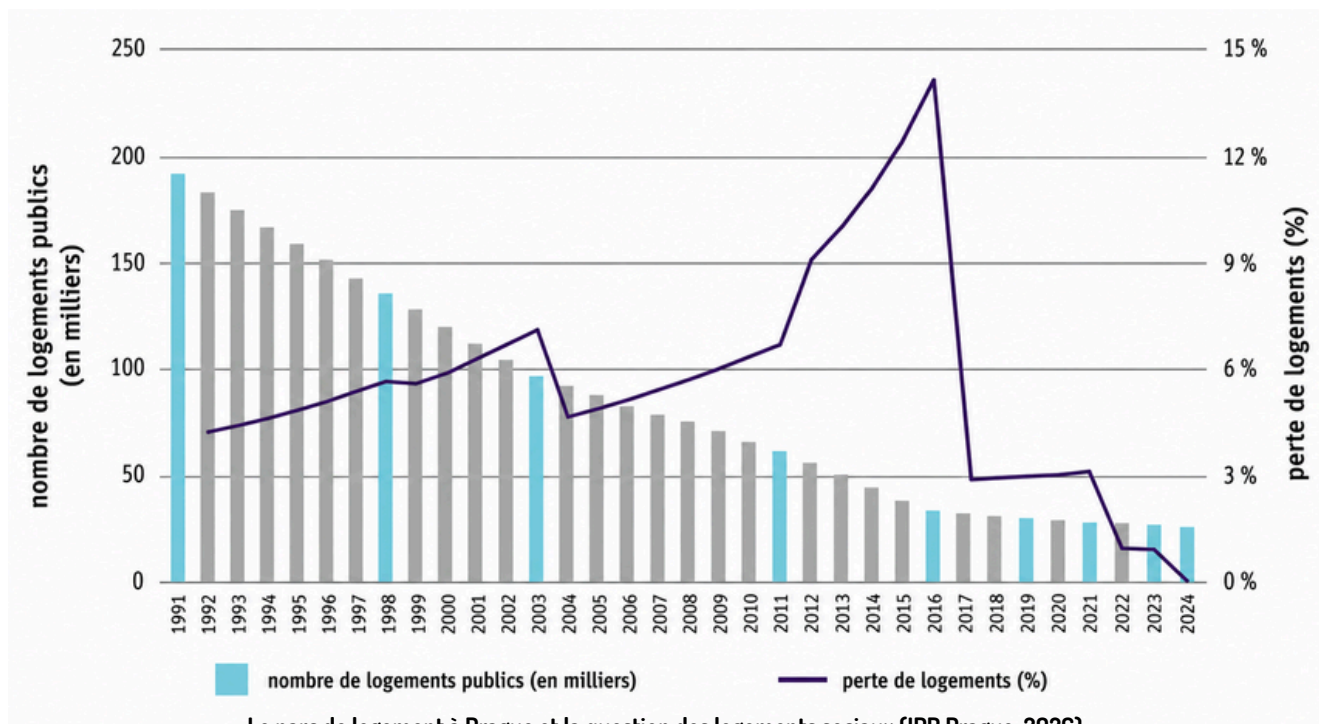
La question du logement à Prague

Étant donné la pression démographique à laquelle Prague est confrontée, la question du logement, et celle du logement abordable en particulier, occupe une place croissante dans les politiques de la ville. Selon les estimations de l'IPR, **Prague compte aujourd'hui 721 000 logements, dont 628 000 sont habités**. Parmi ces derniers, environ 45 % sont occupés par leurs propriétaires, 32 % sont en location, 5,6 % relèvent de coopératives et le reste correspond à d'autres formes d'occupation. **Le parc de logements sociaux ne représente qu'environ 30 000 unités, soit 4,1 % du stock total**, un chiffre en forte contraction depuis la fin du régime communiste, période à partir de laquelle la ville a progressivement réduit son parc, qui comptait alors près de 200 000 logements.

Le parc de logements de Prague



Le parc de logements sociaux ne représente qu'environ 30 000 unités, soit 4,1 % du stock total.



Au cours des années 1990, la grande majorité du parc immobilier pragoise a été soit restituée à ses propriétaires d'avant la nationalisation socialiste de 1948, soit, s'agissant des logements construits sous le régime socialiste, privatisée au profit de leurs occupants. Dans un premier temps, l'essentiel du parc public, détenu par l'État, différents ministères ou entreprises publiques, avait été transféré à la Ville de Prague, qui s'était rapidement résignée à céder ses biens à bas prix à leurs locataires, faute de

moyens financiers suffisants pour en assurer l'entretien.

Certains chercheurs estiment que ce mode de privatisation a eu pour effet de cristalliser la structure socio-démographique des grands ensembles en la maintenant proche de celle de la société tchèque dans son ensemble, évitant ainsi leur ghettoïsation et la marginalisation des quartiers périphériques. Cependant, ce même processus a fragilisé les ménages les plus modestes qui, ne pouvant accéder à la propriété, sont restés locataires dans un marché désormais largement dominé par l'accession à la propriété. Par ailleurs, cette privatisation s'inscrit dans une trajectoire plus large de désengagement des institutions publiques : dès 1989, la ville a renoncé à toute politique d'expansion du parc immobilier municipal, ainsi qu'à l'instauration d'une obligation légale d'inclure des logements abordables dans les nouveaux projets immobiliers privés.

La privatisation a eu pour effet de cristalliser la structure socio-démographique des grands ensembles en la maintenant proche de celle de la société tchèque dans son ensemble

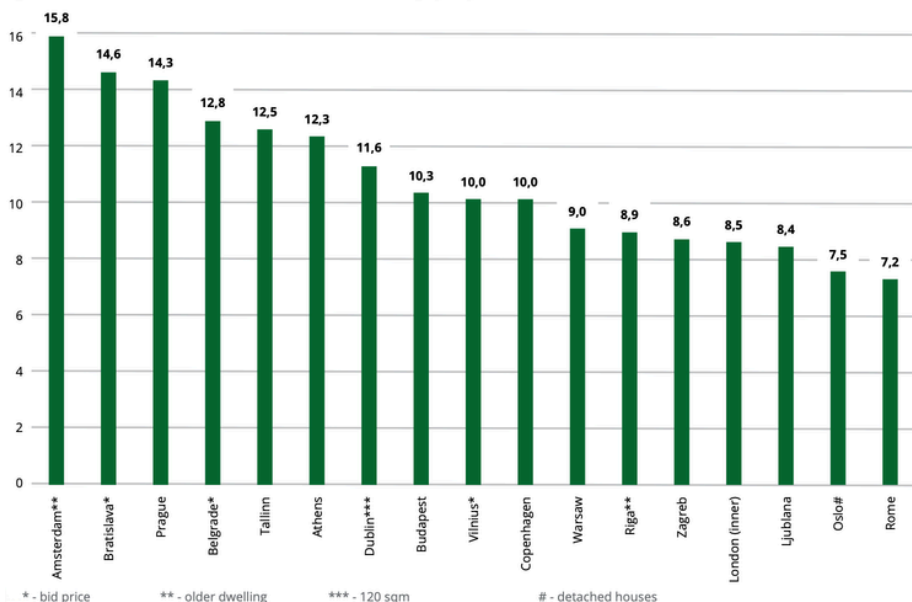
La propriété reste aujourd'hui le statut d'occupation dominant à Prague, mais la part des ménages locataires est en progression. Face à une demande croissante, le marché locatif privé

peine à s'adapter, tandis que le secteur public se révèle incapable de répondre aux besoins en logements abordables des ménages les plus modestes. La production neuve demeure insuffisante : entre 5 000 et 6 000 logements sont construits chaque année dans la ville, et les 127 projets actuellement en cours, représentant quelque 14 500 logements, restent concentrés en périphérie et progressent très lentement. En réponse, la ville a récemment créé la Prague Development Company, un promoteur immobilier municipal dont la mission principale est de développer une offre de logements sociaux. Une initiative nécessaire, tant Prague figure parmi les villes européennes les plus touchées par la crise du logement.

Les chiffres en témoignent. Selon l'OCDE, **Prague a enregistré la plus forte hausse des prix immobiliers de Tchéquie, avec une augmentation de 41,7 % entre 2010 et 2021, sensiblement supérieure à celle des salaires réels sur la même période. Les loyers progressent quant à eux de 3 à 4 % par an.** Résultat : selon l'IPR, l'achat d'un appartement moyen requiert aujourd'hui l'équivalent de 14,6 années de salaire brut moyen, **les prix de vente ayant désormais atteint, en moyenne, 8000 €/m².**

L'achat d'un appartement moyen à Prague requiert aujourd'hui l'équivalent de 14,6 années de salaire brut moyen.

Affordability of own housing
gross annual salaries for a standardised new dwelling by city



Indice d'abordabilité du logement, nombre des salaires annuels bruts (à Prague environ 24 000 €) nécessaires pour acheter un nouveau logement standardisé dans différentes villes européennes (Deloitte, 2023).

La ségrégation résidentielle n'est pas un problème à Prague, mais la gentrification commence à l'être

Prague ne présente pas de problèmes de ségrégation résidentielle marquée : au contraire, centre-ville et périphéries affichent une mixité sociale relativement élevée. **Les grands ensembles préfabriqués construits en périphérie durant la période communiste ne souffrent pas de phénomènes de ghettoïsation des classes populaires ou des populations migrantes**, ils sont au contraire souvent perçus comme des lieux de vie appréciés. C'est notamment le cas des quartiers de Dáblice, au nord de la ville, et de Nové Butovice et Lužiny, au sud-ouest du centre-ville. Ce maintien de la mixité sociale s'explique en partie par la transition des années 1990 : au moment du passage à l'économie de marché, les occupants des grands ensembles (issus de toutes les classes sociales, conformément aux principes égalitaires du régime communiste) sont restés dans leurs logements, soit en rachetant leurs appartements et en s'organisant en copropriété, soit en constituant des coopératives. Ce sont ainsi quelque 440 000 Praguais qui vivent aujourd'hui dans ces grands ensembles. Cependant, sous l'effet des dynamiques de gentrification et des nouveaux développements immobiliers privés, des résidences fermées (gated communities) destinées aux classes supérieures continuent d'émerger dans l'aire métropolitaine, 73 à ce jour.

Aujourd'hui, environ 440 000 Praguais vivent dans des grands ensembles.



La place du tourisme et d'Airbnb dans la ville

Selon l'Office de statistique tchèque, **la valeur ajoutée brute du tourisme en République tchèque s'élevait à 6,6 milliards d'euros en 2023, dont près de 36 % concentrés à Prague**, ce qui souligne le poids central de la capitale dans cette activité. Avant la pandémie de Covid-19, le tourisme y connaissait une croissance continue depuis plusieurs années, atteignant un pic en 2019 avec environ 8 millions de visiteurs, dont 85 % de touristes étrangers (à titre de comparaison, la ville de Paris a accueilli 37,3 millions de touristes en 2024). Si la crise sanitaire a entraîné un effondrement de cette activité, la fréquentation est revenue, depuis 2023, à des niveaux comparables à ceux d'avant la pandémie. La durée moyenne de séjour à Prague s'élève à 2,3 nuitées, soit un niveau relativement élevé par rapport à d'autres grandes villes européennes comme Amsterdam, Vienne ou Milan. Toutefois, cette attractivité s'accompagne de défis croissants en matière de gestion touristique, notamment en raison de la forte concentration des visiteurs et des locations à courte durée dans le centre historique (Prague 1), ainsi que des problèmes liés au tourisme low cost et peu régulé. Par exemple, les autorités locales ont récemment interdit l'une des activités les plus populaires de la ville : l'organisation de pub crawls (tournées de bars à prix fixe) en soirée, en raison des nuisances nocturnes qu'ils génèrent.

Aujourd'hui, Prague compte 10 573 logements disponibles sur **Airbnb** (soit 1 % du parc total), dont plus de 80 % actifs. Les annonces sont



Le groupe en visite aux quartiers de Dáblice et de Nové Butovice (01 et 03/04/2026)

fortement concentrées dans le centre-ville et concernant majoritairement des appartements entiers. **Les arrondissements de Prague 1 et Prague 2 regroupent à eux seuls 56 % des logements Airbnb de la ville, où ces locations représentent entre 7 % et 16 % du parc de logements de chaque quartier.** Des statistiques comparables à celles observées à Paris : Airbnb représente environ 2 % des logements disponibles intramuros, mais cette proportion atteint entre 5 % et 10 %, voire davantage, dans les quatre premiers arrondissements.

Les arrondissements de Prague 1 et Prague 2 regroupent à eux seuls
56 % des logements Airbnb de la ville

Le marché Airbnb pragois présente un caractère résolument commercial : on y recense en moyenne 2,8 logements par hôte, et près de 80 % des annonces sont proposées par des hôtes gérant deux unités ou plus. La tendance de fond montre une diminution du nombre d'hôtes parallèlement à une augmentation du nombre d'appartements gérés par chacun d'entre eux. Par ailleurs, les locations de courte durée contribuent à soustraire des logements au marché locatif de long terme, exerçant ainsi une pression à la hausse sur les loyers, effet amplifié par une offre très concentrée dans le centre-ville, qui dégrade sensiblement la qualité de vie des résidents.

80 % des annonces sont proposées par des hôtes gérant deux unités ou plus.

Ni la République tchèque ni Prague ne disposent à ce jour d'une réglementation spécifiquement applicable aux locations de courte durée, malgré l'impact considérable d'Airbnb sur le marché du logement dans les grandes villes. Plus largement, toute tentative de réguler les dynamiques de marché, et a fortiori la propriété privée immobilière, est perçue dans la société tchèque comme une atteinte aux droits individuels, voire comme un retour à la planification centrale de l'ère communiste. Ce ressenti bloque toute discussion tant sur la régulation de la spéculation immobilière que sur Airbnb.

Pourquoi le populisme ?

LES PARTIS TCHÈQUES, LA DISPARITION DE LA GAUCHE ET LA MONTÉE DU POPULISME

Au cours de la dernière décennie, **la République tchèque est passée d'un paysage politique fragmenté à une domination des partis de centre-droit et populistes**, accompagnée d'un soutien croissant aux mouvements eurosceptiques. À partir de 2010, plusieurs nouveaux partis, tantôt indépendants (TOP09, Maires et indépendants, Pirates), tantôt populistes (ANO 2011 et SPD), ont émergé et remplacé progressivement les partis traditionnels, jusque-là ancrés dans la division droite-gauche. Il en a résulté une perte de repères sur le spectre politique ainsi qu'une droitisation du débat national, illustrée notamment par la disparition de la gauche traditionnelle du parlement.

On observe par ailleurs une polarisation géographique marquée : **les grandes villes, comme Prague et Brno, votent davantage pour des partis modérés et progressistes, tandis que le reste du pays soutient majoritairement les partis populistes et nationalistes**, comme le démontrent les dernières élections législatives de 2025. Cependant, si les partis traditionnels de gauche ont connu un fort déclin, de nouveaux partis de centre-gauche ont néanmoins gagné en influence dans les zones urbaines.

Le système politique tchèque et son fonctionnement

La République tchèque est une démocratie représentative parlementaire. Le Parlement, qui incarne le pouvoir législatif, est bicaméral et comprend une chambre haute, le Sénat, et une chambre basse, la Chambre des députés. Le chef de l'État est le président de la République, élu au suffrage universel direct depuis 2013 ; le gouvernement est quant à lui dirigé par le Premier ministre. Ensemble, ces deux institutions constituent le pouvoir exécutif. Une Cour constitutionnelle est garante du respect des principes démocratiques fondamentaux.

Le système tchèque est un **régime parlementaire bicaméral inégalitaire**, dont le processus législatif est fortement dominé par le gouvernement (agenda setting, proposition des lois, etc.). La Chambre des députés se compose de 200 membres élus à la représentation proportionnelle, ce qui implique que les gouvernements sont presque toujours des gouvernements de coalition. Le Sénat, quant à lui, est élu au scrutin majoritaire à deux tours et renouvelé par tiers. Il dispose de moins

de pouvoirs que la Chambre : il ne vote pas le budget et, pour déposer un projet de loi, doit obtenir le soutien de la commission sénatoriale compétente, l'initiative d'un seul sénateur ne suffisant pas.

Les débats récents portent sur l'utilité du **Sénat, perçu comme de moins en moins indispensable au bon fonctionnement du système politique** et comme un facteur de ralentissement de la procédure législative. Ils concernent également le rôle du président de la République, dont l'influence tend à croître, celui-ci pouvant refuser des candidats ministres et nommer des gouvernements techniques. Plus généralement, on observe en République tchèque une délégitimation croissante des pouvoirs publics, nourrie par les accusations d'inefficacité portées contre certains représentants politiques (la notion de « bavardocratie » en témoigne), mais aussi par une défiance plus large envers la fonction publique en tant que profession.

Les dernières élections législatives

Le nouveau gouvernement national, élu à l'automne 2025, est formé par ANO, le SPD et les Automobilistes.

- **ANO (« Action des citoyens mécontents »)**, qui a obtenu 34,5 % des voix aux élections législatives, est un parti populiste et eurosceptique dirigé par Andrej Babiš, aujourd'hui chef du gouvernement, et déjà Premier ministre entre 2017 et 2021. Au Parlement européen, le parti appartenait auparavant au groupe Renew Europe avant de rejoindre Patriotes pour l'Europe en 2024. ANO se présente comme un parti pragmatique qui « gère l'État comme une entreprise », selon la rhétorique de son leader, ancien propriétaire d'un important groupe agroalimentaire tchèque (aujourd'hui placé sous gestion d'un blind trust), et qui incarne la promesse de réparer un système politique jugé inefficace. Au fil de son existence, ANO a traversé plusieurs repositionnements idéologiques, du centre-gauche à la droite radicale, en fonction des opportunités politiques du moment (immigration, Union européenne, Pacte vert, etc.).

- **SPD, L'Aube de la démocratie directe** (7,8 % des voix - Europe des nations souveraines au PE), est un parti nationaliste d'extrême droite dirigé par le politicien tchéco-japonais Tomio Okamura, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale. Ce dernier affirme vouloir « défendre l'identité de la civilisation européenne », prône une « tolérance zéro pour l'islam et les migrations illégales » et entend mettre fin à la « subordination au lobby multiculturel bruxellois ».
- **Les Automobilistes** (6,8 % des voix lors de leur première participation électorale) défendent un programme ultranéolibéral, opposé aux politiques écologiques, et font de la possession d'une voiture une question quasi existentielle. Le parti a obtenu les ministères des Affaires étrangères et de l'Environnement. Toutefois, son président Filip Turek a été refusé comme ministre par le président de la République Petr Pavel, en raison d'accusations de violences conjugales et d'apologie du nazisme, ainsi que de doutes quant à son attachement aux principes démocratiques.

Les autres forces représentées au Parlement

sont : SPOLU (23,4 %), coalition conservatrice sortante en recul, menée par l'ancien Premier ministre Petr Fiala (ODS, KDU-ČSL, TOP09) ; STAN (11,2 %), parti libéral localiste et ex-allié de SPOLU ; et les Pirates (8,9 %), mouvement progressiste de centre-gauche en progression, axé sur le numérique, la transparence et les libertés civiles. La ČSSD, parti social-démocrate historique et première force politique des années 2000, demeure quant à elle hors du Parlement pour la deuxième législature consécutive, tout comme la gauche plus radicale.

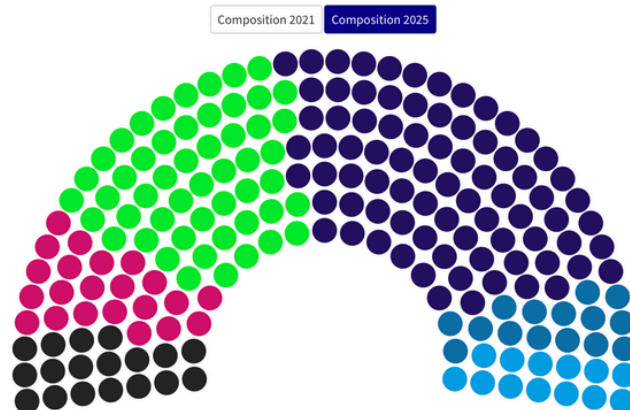
Du point de vue de la politologie, selon Michel Perottino, ce tournant populiste peut s'expliquer, comme dans beaucoup d'autres pays de l'UE, par un mouvement d'insatisfaction né de la crise économique de 2008-2009. La perte de confiance dans les institutions et la délégitimation de la classe politique ont conduit à la recherche d'experts, de managers ou d'entrepreneurs présentés comme compétents, à l'image de

Babiš, pour « résoudre les problèmes » de l'État, engendrant ainsi une dépolitisation du débat public. Un autre facteur déterminant est l'individualisation de la communication politique, passant par des vidéos et des déclarations sur les réseaux sociaux, sans espace pour la contradiction ni le débat, stratégie largement utilisée par Babiš. Enfin, selon Perottino, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, les séquelles de la pandémie, la crainte du déclassement social et une montée des tensions autour des migrations et de l'Europe, les forces populistes trouvent un terrain fertile pour imposer une rhétorique d'urgence permanente, sans être tenues de rendre compte des incohérences de leur bilan.

La perte de confiance dans les institutions et la délégitimation de la classe politique ont conduit à la recherche d'experts, de managers ou d'entrepreneurs présentés comme compétents, à l'image de Babiš, pour « résoudre les problèmes » de l'État, engendrant ainsi une dépolitisation du débat public.

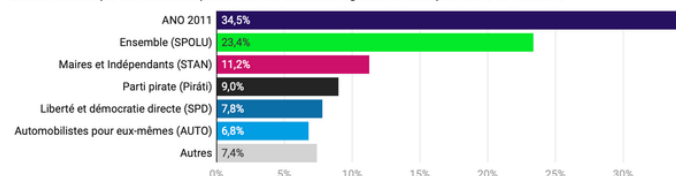
Élections législatives tchèques : la nouvelle composition de la Chambre des députés

Répartition des 200 sièges par groupe politique à l'issue des élections



République tchèque : résultats des élections législatives

Scores réalisés par les différents partis lors des élections législatives tchèques des 3 et 4 octobre

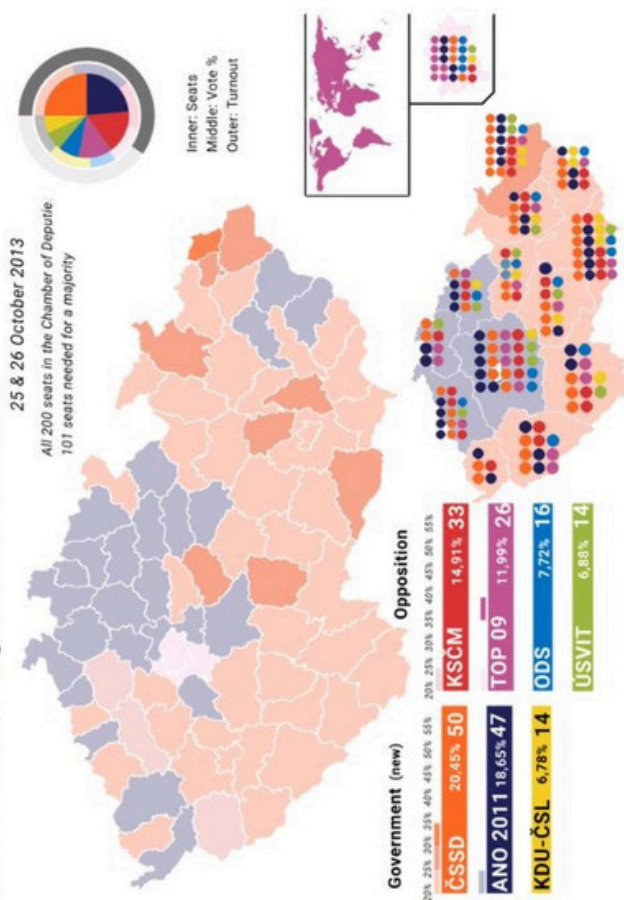


À l'issue des élections législatives tchèques des 3 et 4 octobre 2025, 6 formations ont obtenu des sièges à la Chambre des députés. Les autres partis ont recueilli 7,4 % des voix. La coalition SPOLU regroupe trois partis : le Parti démocrate civique (ODS), l'Union chrétienne démocrate - Parti populaire tchèque (KDU-ČSL) et Tradition, responsabilité, prospérité (TOP 09).

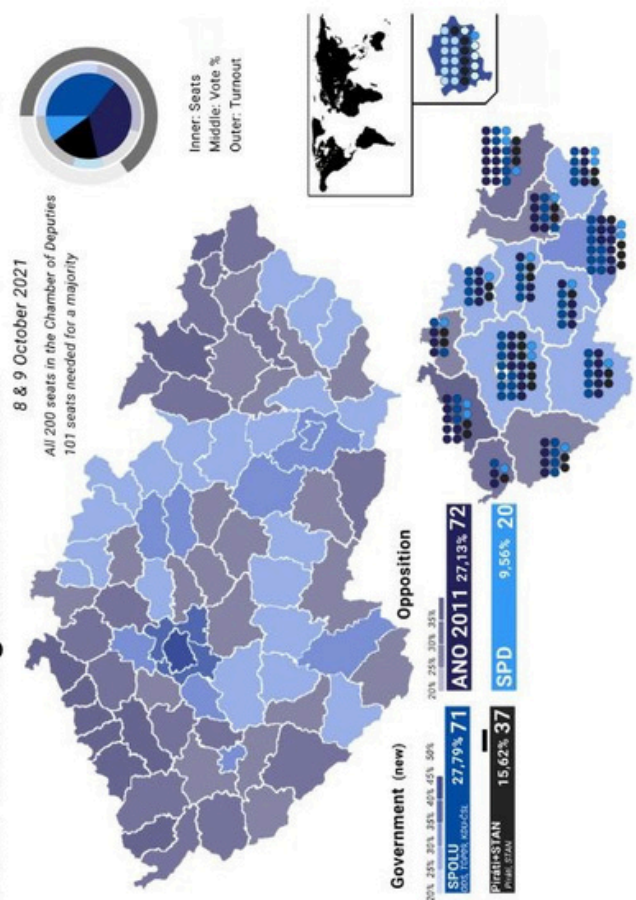
toute l'europe
Comprendre l'Europe

Les résultats des dernières élections et la composition du parlement

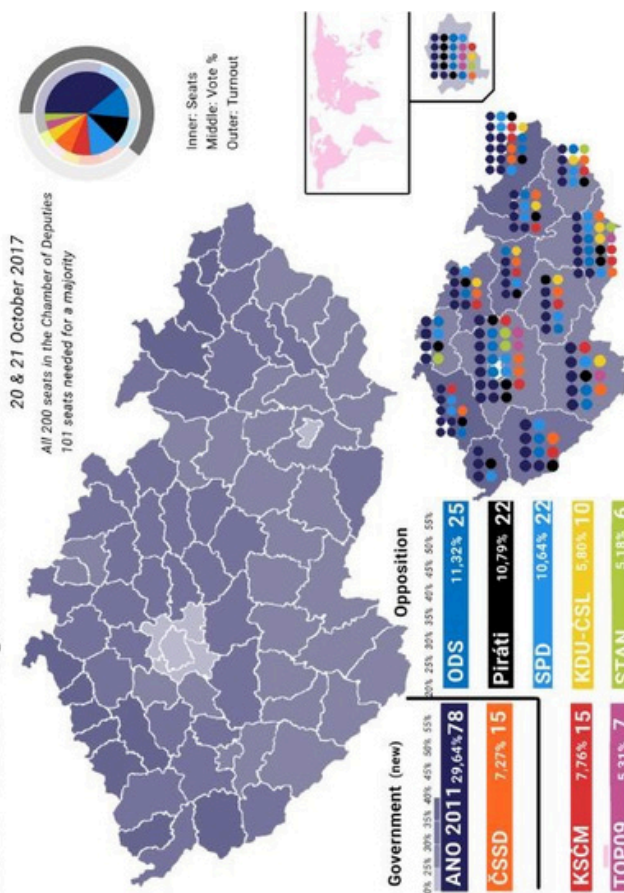
2013 Czech legislative election České parlamentní volby 2013



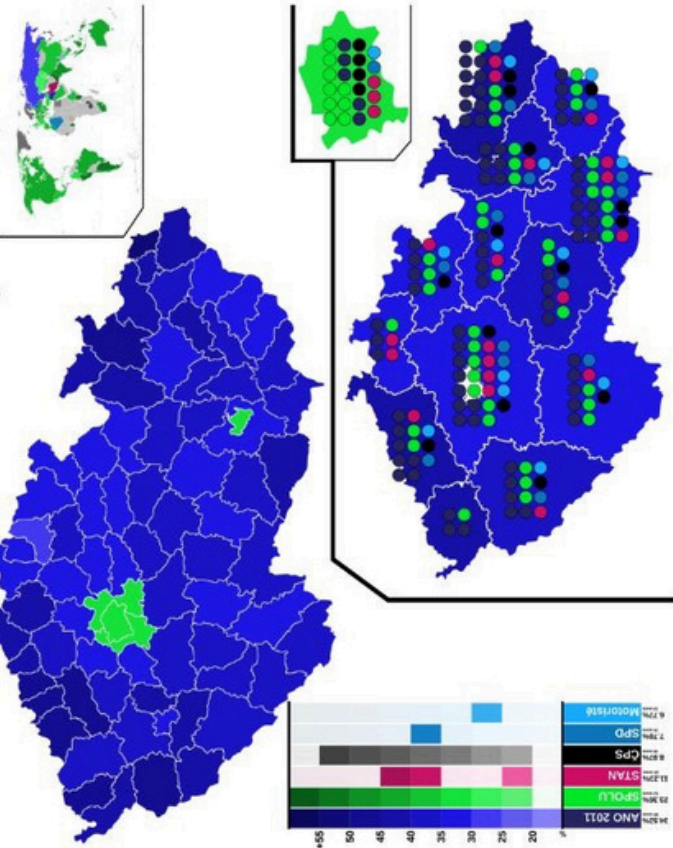
2021 Czech legislative election České parlamentní volby 2021



2017 Czech legislative election České parlamentní volby 2017



2025 Czech parliamentary election



L'évolution du vote au cours des 4 dernières législatures (Wikipedia).

Dans les cartes, les pourcentages de votes obtenus à chaque élection sont indiqués au-dessus du nom de chaque parti.

Les priorités du gouvernement Babiš

Les priorités du gouvernement tchèque reflètent une orientation marquée en faveur du **renforcement de la souveraineté nationale, de la sécurité intérieure et de la compétitivité industrielle, souvent au détriment des objectifs climatiques** et d'une intégration européenne plus poussée.

Sur le plan international, ce gouvernement privilégie les relations intergouvernementales et alimente régulièrement un discours eurosceptique dans le débat public national. Le Premier ministre Andrej Babiš entretient des relations cordiales avec Donald Trump, dont il reprend certains codes de communication et de mise en scène politique, ainsi qu'avec plusieurs dirigeants européens aux positions conciliantes à l'égard de la Russie, au premier rang desquels figure le Premier ministre slovaque Robert Fico. Récemment, le gouvernement tchèque a également refusé de soutenir le paquet de sanctions que l'Union européenne envisage d'imposer au ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir. Cette position reflète l'orientation nettement pro-israélienne de la société tchèque et de sa classe politique.

En matière énergétique, l'exécutif privilégie une approche centrée sur la sécurité d'approvisionnement et la maîtrise des prix, s'opposant notamment à l'extension du système européen de quotas carbone (ETS2) et appelant à une révision du dispositif ETS existant. La stratégie énergétique repose largement sur le développement du nucléaire, tout en maintenant la possibilité de prolonger le recours au charbon (dont la fin d'exploitation, initialement prévue en 2033, n'est plus confirmée), en soutenant l'importation de gaz et en encourageant la construction de centrales thermiques à gaz. **Le rejet du Pacte vert européen constitue une véritable position identitaire pour ce gouvernement**, qui s'oppose également aux normes européennes sur les moteurs thermiques, reflet du fait que les préoccupations écologiques sont très peu présentes dans le débat public tchèque.

Sur le plan intérieur, la sécurité et la migration sont au cœur de l'agenda gouvernemental. La

coalition affiche une ligne dure sur l'immigration, plus restrictive encore que le Pacte migratoire européen, qu'elle rejette. Alors même que plus de 400 000 réfugiés ukrainiens se sont installés en République tchèque depuis 2022 et y ont contribué positivement à l'économie. C'est sur ce terrain que la rhétorique des partenaires populistes du gouvernement, SPD en tête, a pourtant prospéré, mêlant discours anti-migrants et **scepticisme quant au soutien militaire à Kyiv**. Ce scepticisme se traduit désormais dans les actes : en janvier, Prague a refusé de participer au prêt européen de 90 milliards d'euros pour l'Ukraine, aux côtés de la Hongrie et de la Slovaquie, même si elle maintient sa contribution à l'initiative sur les munitions.

Sur le plan économique, le gouvernement défend une **approche néolibérale** (dans un pays qui l'est déjà largement, en réaction à l'héritage communiste), où le marché et la compétitivité sont privilégiés par rapport aux régulations. Le gouvernement applique par ailleurs une logique entrepreneuriale à la gestion de l'État. Dès sa prise de fonction, l'administration a subi une restructuration importante, avec plusieurs suppressions de postes et de départements ministériels. Le gouvernement propose également de modifier la loi sur la fonction publique, dans un sens qui précarise les conditions de travail et dévalorise la profession en tant que telle.

D'autres débats portent sur la réduction substantielle des financements publics à la culture, les pressions sur les médias publics et les nouvelles contraintes imposées aux ONG dans leurs modalités de financement, notamment en ce qui concerne les dons en provenance de l'étranger.



Le premier ministre Andrej Babiš, le président de l'Assemblée nationale Tomio Okamura et Petr Macinka, ministre des affaires étrangères, derrière eux, Filip Turek, leader des Automobilistes. © tagesschau

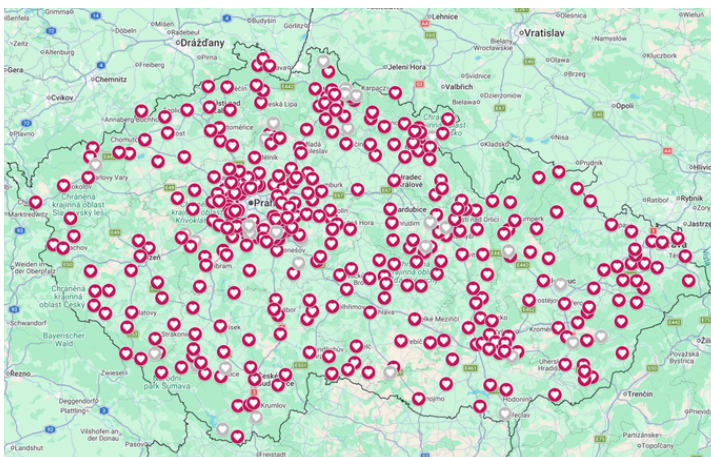
Million Moments for Democracy, *watchdog* de l'espace démocratique tchèque

Face aux orientations du nouveau gouvernement, la société tchèque n'est pas inerte : une partie de la société civile exerce une forme de contrôle démocratique via des mobilisations citoyennes. Des forces extraparlimentaires dotées d'un fort pouvoir de mobilisation réagissent à ce qu'elles jugent être de possibles dérives autocratiques du système politique. Les trajectoires hongroise et slovaque font à cet égard figure de repoussoir et servent de boussole, en illustrant ce qui advient lorsque les garde-fous démocratiques ne sont plus assurés. C'est dans ce contexte que **Million Moments for Democracy, le principal mouvement civique du pays, évoque une « dégradation très rapide du système démocratique » imputable au gouvernement Babiš et appelle les citoyens à se mobiliser.**

Million Moments for Democracy (en tchèque, Milion chvilek pro demokracii) est né lors du premier gouvernement Babiš (2017-2021), dont il réclamait la démission, percevant en lui une figure susceptible d'entraîner la République tchèque vers des dérives autocratiques. Durant ce premier mandat, Babiš cumulait les fonctions de Premier ministre et la propriété du groupe Agrofert, situation qui constituait un conflit d'intérêts majeur. Le mouvement protestait contre cette situation, ainsi que contre l'implication passée de Babiš au sein du parti communiste slovaque à l'époque soviétique. En 2019, Million Moments est parvenu à mobiliser à Prague un nombre record de manifestants, la plus grande mobilisation depuis la Révolution de velours. Il n'est cependant pas parvenu à réunir un mouvement d'opposition assez important pour contraindre Babiš à démissionner. Le mouvement est resté actif jusqu'à aujourd'hui et, bien qu'il disposait peut-être des effectifs suffisants pour se transformer en parti, il a choisi de demeurer un mouvement civique et de continuer à mobiliser les citoyens tchèques pour la défense des acquis démocratiques.

Million Moments for Democracy évoque une « dégradation très rapide du système démocratique » imputable au gouvernement Babiš et appelle les citoyens à se mobiliser.

Après la réélection de Babiš, Million Moments a organisé plusieurs manifestations, dont un rassemblement de 250 000 personnes sur la plaine de Letná à Prague, le 21 mars dernier. Il a également lancé une pétition en soutien au président de la République, victime d'une tentative de chantage de la part du ministre des Affaires étrangères Petr Macinka (Automobilistes), qui a recueilli environ 780 000 signatures. Son réseau continue de s'étendre, tant en nombre qu'en implantation territoriale dans les régions plus périphériques du pays et il compte aujourd'hui environ 10 000 donateurs réguliers. Le mouvement se définit aujourd'hui comme un *watchdog* de la vie démocratique, veillant, par la mobilisation citoyenne, à ce qu'aucun recul démocratique ne puisse s'installer durablement.



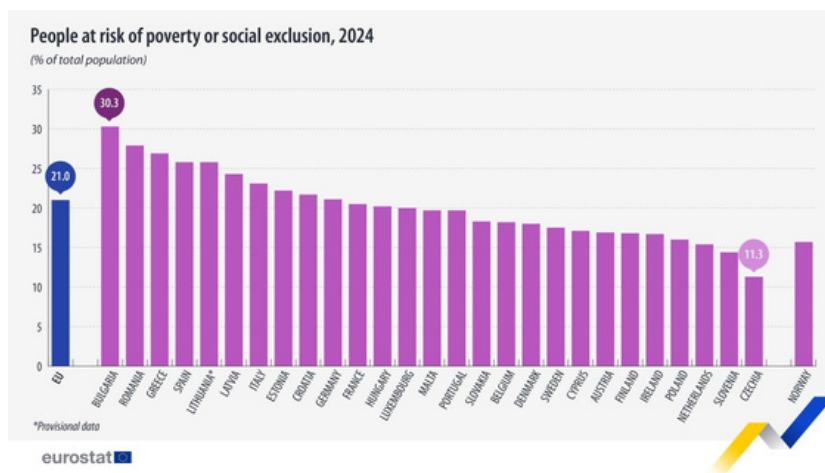
Carte des manifestations hors Prague le 21 mars 2026 (Million Moments for Democracy, 2026)
Les auditeurs avec les représentantes du mouvement (01/04/2026)

PARADOXES SOCIAUX ET INÉGALITÉS CACHÉES, PARMI LES CAUSES DE LA MONTÉE DU POPULISME ?

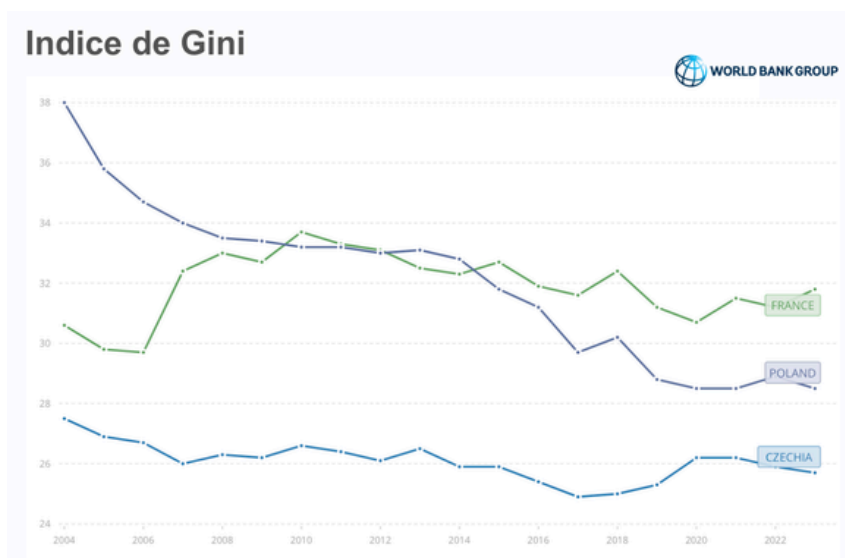
À première vue, il est assez difficile de comprendre pourquoi la République tchèque a produit des résultats électoraux si favorables aux forces populistes d'extrême droite. D'autant que le pays connaît une croissance solide depuis les années 1990, est en pleine reprise économique, dispose d'une base industrielle nationale robuste, a vu son PIB par habitant rejoindre la moyenne européenne (malgré des écarts importants entre régions) et affiche un taux de chômage exceptionnellement bas. En bref, **la République tchèque ne semble pas présenter les caractéristiques qui poussent les citoyens vers les forces populistes** : l'insécurité économique, entendue comme l'érosion du pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes, le chômage ou la désindustrialisation. Par ailleurs, **le pays ne présente pas non plus de fortes inégalités** : le taux de personnes exposées au risque de

Le taux de personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale s'établit à 11,3 %, soit le niveau le plus bas de l'Union européenne et près de dix points en dessous de la moyenne française.

pauvreté et d'exclusion sociale s'établit à 11,3 %, soit le niveau le plus bas de l'Union européenne et près de dix points en dessous de la moyenne française. L'indice de Gini y est également très faible (25,7 sur 100), ce qui place la République tchèque dans le top 10 des pays les moins inégalitaires au monde, selon la Banque mondiale. Pourquoi, dès lors, ce tournant vers le populisme d'extrême droite ? Il faut sans doute mettre en perspective certains indicateurs économiques et leurs trajectoires récentes.



Pourcentage de personnes à risque de pauvreté et d'exclusion sociale dans les pays UE (2024) - Eurostat



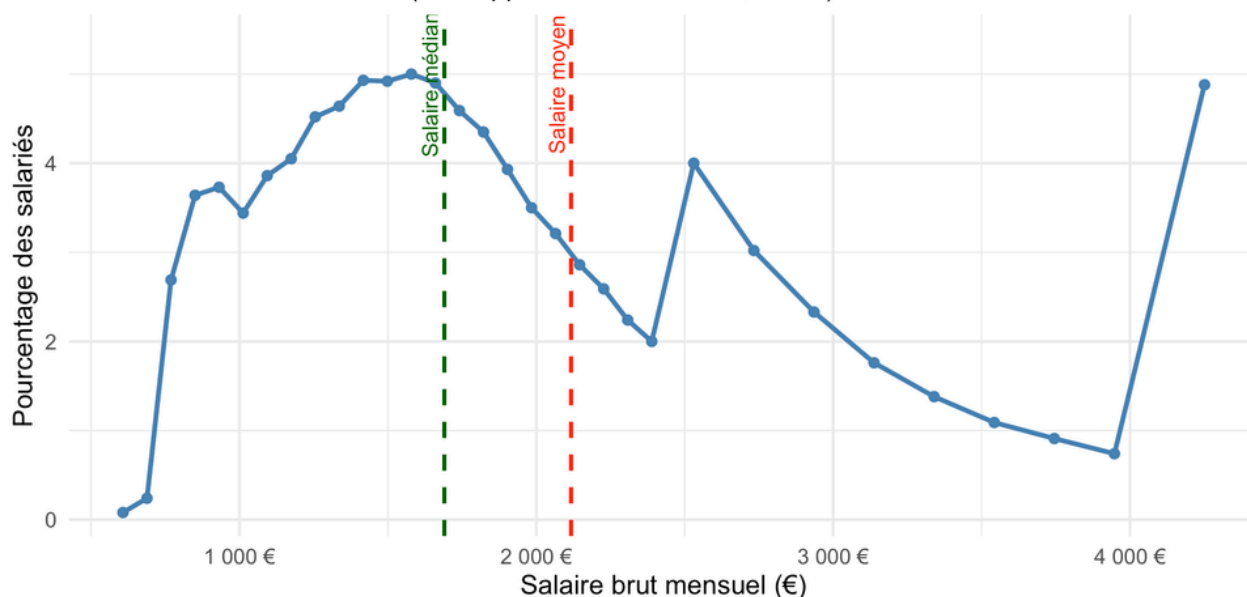
L'indice de Gini : comparaison entre Tchèque, Pologne et France

L'indice de Gini mesure le degré d'inégalité dans une société, sur une échelle allant de l'égalité parfaite à l'inégalité totale.

Ex. 0 = tout le monde a le même revenu, 100 = une seule personne dans le pays a tout le revenu.

Distribution des salaires bruts mensuels en Tchéquie

Valeurs converties en euros (taux approximatif : 1 € = 24,7 CZK)

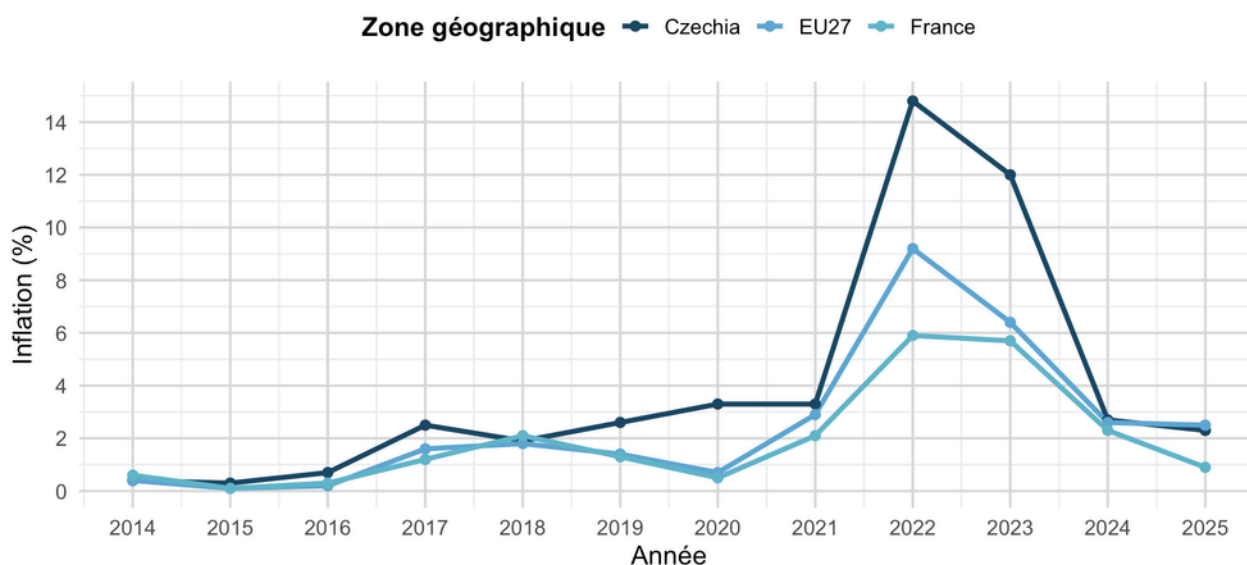


La distribution des salaires tchèques présente deux bosses distinctes : un pic principal autour de 1 500 - 1 700 € bruts mensuels, où se situe la médiane, et un second pic au-delà de 4 250 €, une catégorie plafond regroupant l'ensemble des revenus supérieurs à 4 000 €. Entre ces deux extrêmes, la courbe dessine également un renflement secondaire autour de 2 500 €, qui suggère l'existence d'un groupe distinct de professionnels intermédiaires à seniors, séparé de la masse principale des salariés. Dans l'ensemble, le marché du travail tchèque reste concentré dans la tranche basse à moyenne (1 000-2 000 €) : environ 70 % des travailleurs gagnent moins que la moyenne. Les niveaux de rémunération demeurent par ailleurs sensiblement inférieurs à la moyenne européenne, malgré le rattrapage du PIB par habitant observé ces dernières années.

Inflation et choc énergétique

Évolution de l'inflation en Tchéquie, en France et dans l'Union européenne

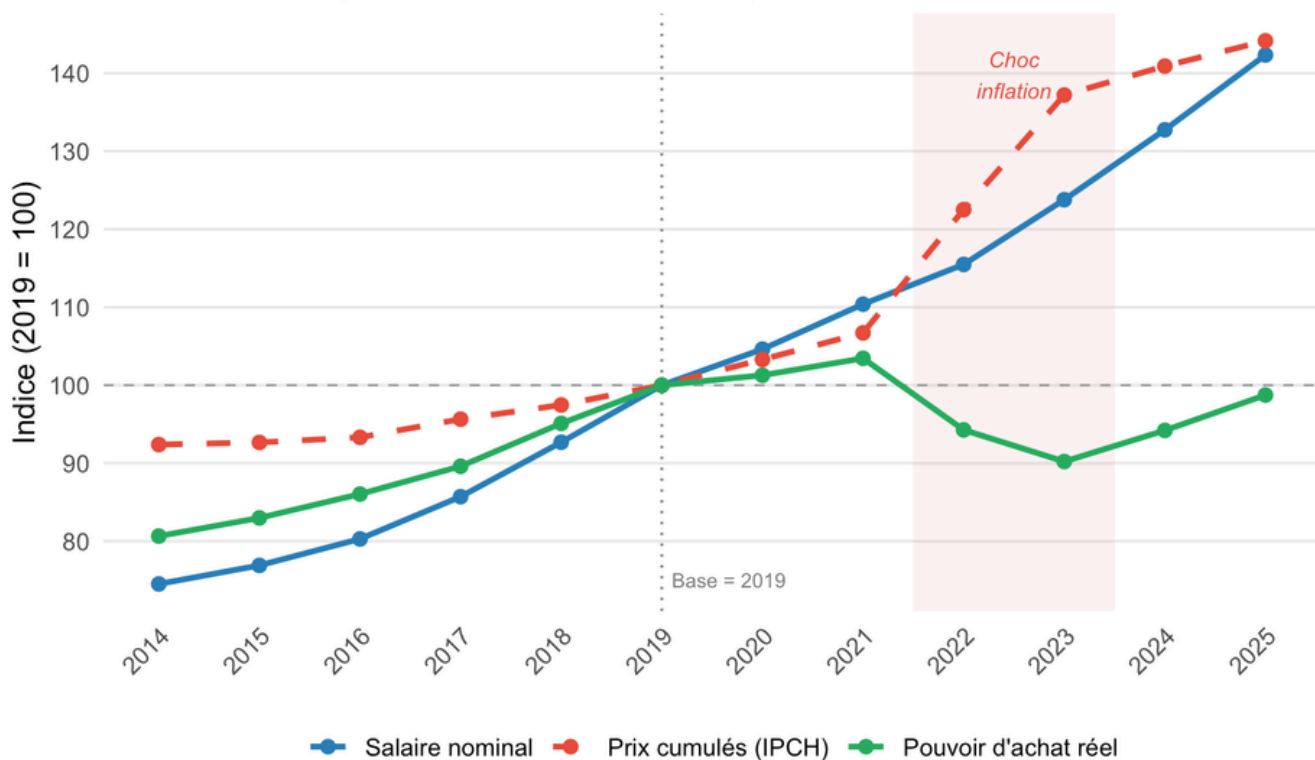
Taux d'inflation annuel moyen (IPCH, en %)



Par rapport à la moyenne européenne et à la France, la République tchèque a traversé un **choc économique significatif entre 2020 et 2024**, sous l'effet conjugué de la pandémie de Covid-19 et de la crise énergétique déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine. La couronne tchèque, moins robuste que l'euro, combinée à une hausse sans précédent des prix de l'énergie, a contribué à porter le **taux d'inflation à plus de 14 % en 2022**.

Tchéquie — Salaires, inflation et pouvoir d'achat (base 100 = 2019)

Au-dessus de 100 = gain vs 2019 | En dessous de 100 = perte vs 2019



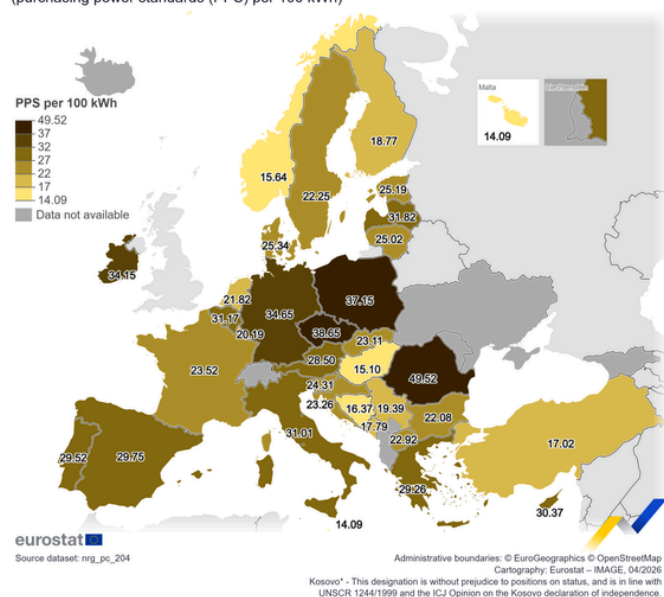
Sources : Czech Statistical Office · HICP Eurostat · EUR/CZK BCE

Ce choc a fortement érodé le pouvoir d'achat des ménages tchèques. Le salaire brut moyen n'ayant pas progressé au même rythme que l'inflation, **les ménages ont perdu en moyenne 10 % de leur pouvoir d'achat en 2023**. Il convient par ailleurs de noter que, la médiane salariale étant sensiblement plus basse que la moyenne et plus représentative de la réalité des revenus tchèques, ce chiffre sous-estime probablement l'impact réel de la crise sur une large part des ménages.

Les ménages ont perdu en moyenne 10 % de leur pouvoir d'achat en 2023.

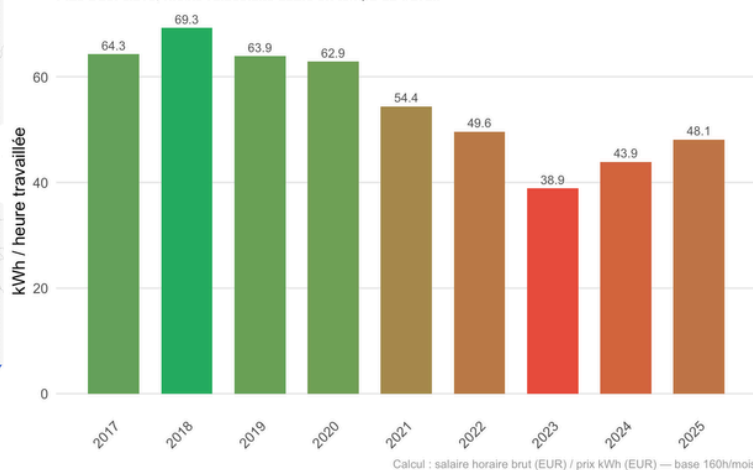
Electricity prices for households, second half of 2025

(purchasing power standards (PPS) per 100 kWh)



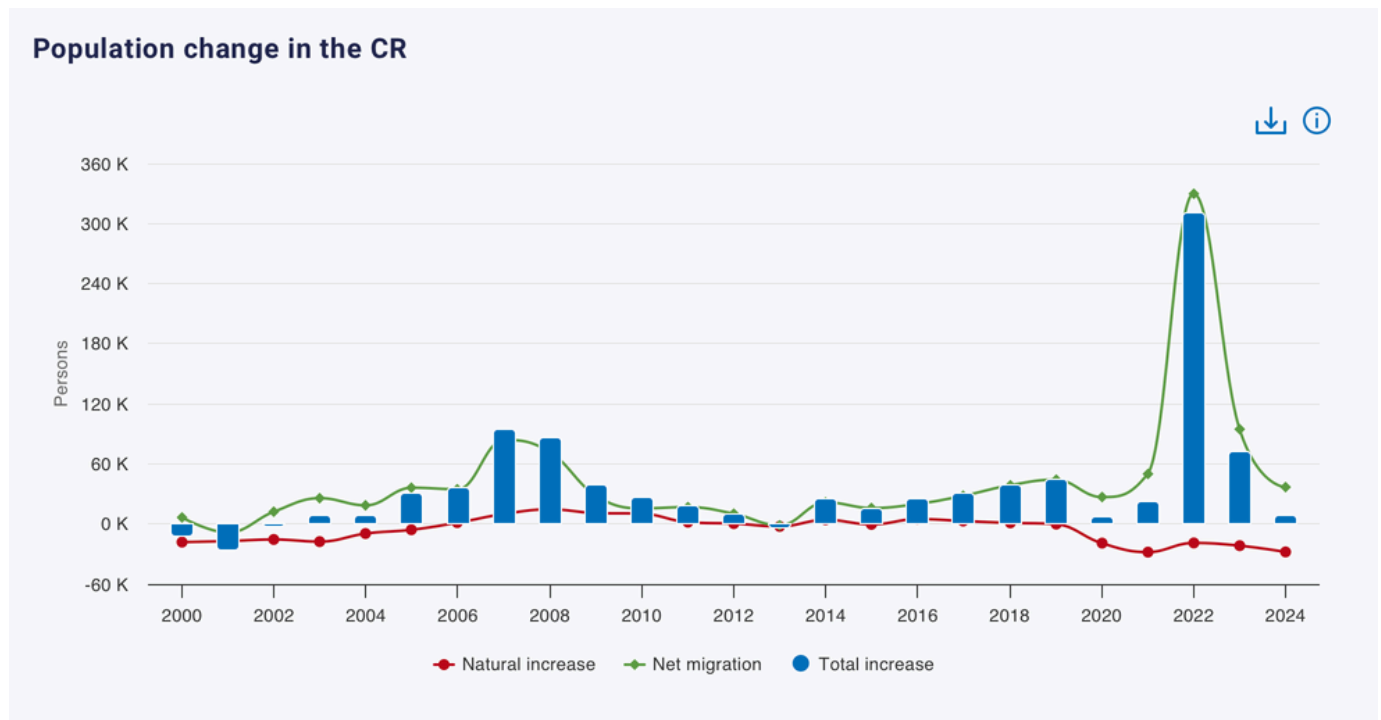
kWh achetables par heure de travail (salaire brut)

Plus c'est élevé, moins l'électricité coûte en temps de travail



Parallèlement, **la République tchèque est l'un des pays européens où le prix de l'électricité pour les ménages est parmi les plus élevés**, ce qui constitue également l'une des principales causes de l'inflation et de l'érosion du pouvoir d'achat évoquées plus haut. Depuis 2023, pic de la crise, les prix peinent à refluer, et l'écart entre salaires et coûts énergétiques demeure significatif, en particulier par rapport à la situation d'avant 2019.

Évolution de la population et migrations en Tchéquie



Enfin, durant la même période, la République tchèque a accueilli, en proportion de sa population, le plus grand nombre de réfugiés ukrainiens de l'Union européenne, plus de 400 000 personnes depuis 2022. Après une phase de solidarité remarquable, l'opinion publique s'est progressivement retournée ces dernières années, et le gouvernement a emboîté le pas en adoptant des positions de plus en plus restrictives sur la question.

La République tchèque a accueilli plus de 400 000 ukrainiens depuis 2022.

Pourquoi, donc, le vote populiste ?

La République tchèque a été l'un des pays les plus durement touchés par la hausse des prix de l'énergie, l'inflation et l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, malgré des taux de chômage demeurés très faibles. Ces évolutions ont pu alimenter un vote de protestation contre l'establishment au profit de forces plus radicales, qui se présentent comme les mieux à même de répondre à l'insécurité économique.

L'arrivée soudaine et massive de réfugiés ukrainiens a également pu être perçue par une partie de la population comme une menace pour l'identité nationale tchèque, ce qui contribuerait à expliquer l'attrait exercé par les formations politiques défendant des politiques migratoires particulièrement restrictives.

Les politiques européennes entrent aussi en ligne de compte. Dans un contexte d'euroscepticisme (ou d'« europragmatisme ») partagé par une grande partie de l'échiquier politique, les partis populistes ont su critiquer ouvertement les politiques environnementales de l'Union européenne. Celles-ci ont notamment été

accusées d'avoir contribué à la crise énergétique à travers les mécanismes ETS et, plus largement, de pénaliser la République tchèque et sa base industrielle. Les questions énergétiques et la baisse des prix pour les ménages figuraient ainsi parmi les thèmes centraux de la campagne électorale d'Andrej Babiš et de ses alliés.

Un autre élément à prendre en compte concerne les caractéristiques socio-économiques et la vie politique tchèques. Si la République tchèque affiche un niveau d'inégalités relativement faible, cet indicateur ne mesure que la dimension économique des disparités. Lorsque l'on prend également en considération d'autres facteurs (influence politique, contrôle des secteurs stratégiques, concentration des médias, ainsi que les liens entre grandes fortunes et sphère publique) le tableau apparaît sensiblement différent.

Sans surprise, le terme d'« oligarques » revient fréquemment lorsqu'il est question des ultrariches tchèques, tant leur implication dans

les affaires publiques est importante. **Plusieurs des plus grandes fortunes du pays ont été constituées dans les années 1990. Durant cette période de transition, certaines personnalités étroitement liées aux milieux politiques se sont imposées comme des entrepreneurs à succès,** alimentant le soupçon que les insiders ont bénéficié d'avantages considérables. Ces fortunes sont aujourd'hui concentrées dans des secteurs tels que l'énergie, les médias, l'immobilier, l'agriculture et l'industrie lourde, avec un phénomène marqué de concentration de la propriété entre les mains d'un très petit nombre d'acteurs (Andrej Babiš, Daniel Křetínský, Pavel Tykač, etc.).

Au-delà de l'énergie, de l'agriculture et de l'immobilier, plusieurs ONG spécialisées dans l'étude des médias européens soulignent également l'excessive concentration de la propriété médiatique en République tchèque. **Les oligarques tchèques exercent ainsi une influence considérable sur l'information qui circule dans le pays et, par conséquent, sur son fonctionnement politique.**

Ces dynamiques suffisent-elles à expliquer le tournant populiste de la République tchèque ? Probablement pas. **Le pays semble plutôt s'inscrire dans une tendance plus large de droitisation de la vie politique observée à l'échelle mondiale.** Néanmoins, le choc subi par le pouvoir d'achat ainsi que la proximité entre pouvoirs économiques et politiques contribuent sans doute à expliquer la capacité d'influence d'une personnalité comme Andrej Babiš et le succès des partis populistes, qui ont su canaliser et instrumentaliser le mécontentement des classes moyennes et populaires.

Ressources

DONNÉES

- [Czech Statistical Office](#)
- [Eurostat](#)
- [World Bank Open Data](#)
- [UN Comtrade](#)
- [Our World in Data](#)

CONTEXTE, POLITIQUE ET ÉCONOMIE

- [Radio Prague International](#)
- [POLITICO](#)
- [Toute l'Europe](#)
- European Commission. (2024). Ninth report on economic, social and territorial cohesion. Publications Office of the European Union. https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/reports/cohesion9/9CR_Highlights.pdf
- Durdovic, M., Kolářová, M., & Čermák, D. (2025). Public resistance to climate policy amid energy crisis and populism: The case of the European Green Deal in the Czech Republic. *Energy Research & Social Science*, 123, 104033. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2025.104033>

INDUSTRIE

- Hrubý, M. (2024, June 18). Rethinking industrial policy for Central and Eastern Europe. German Marshall Fund of the United States. <https://www.gmfus.org/news/rethinking-industrial-policy-central-and-eastern-europe>
- Gáspár, T., Sass, M., Vlčková, J., & Koppány, K. (2023). Changes in automotive value chain participation on the integrated periphery – The case of Czechia and Hungary. *Society and Economy*, 45(3), 335-354. <https://doi.org/10.1556/204.2023.00003>
- [Supply Chain Resilience Center](#)
- Klípa, O. (2025). Prospects and challenges for Taiwanese semiconductor investment in the Czech Republic (Policy Paper No. 1/2025). Supply Chain Resilience Center.

ÉNERGIE ET RÉGIONS MINIÈRES

- [Agence internationale de l'énergie - République Tchèque](#)
- [Nuclear Power in Czech Republic - World Nuclear association](#)
- [RE-SET - EPH Group \(Kretinsky\) et le financement des énergies fossiles](#)
- [Lithium Mining: A Czech Dilemma - Green European Journal](#)
- [Lithium mining - The European Correspondent](#)
- Bernard, Josef et al. (2025) : Left-behind regions in Poland, Germany, Czechia: Classification and electoral implications, Thünen Working Paper, No. 261, Johann Heinrich von Thünen-Institut, Braunschweig, <https://doi.org/10.3220/WP1739355127000>
- Frantál, B. (2017). Under the curse of coal: Mined-out identity, environmental injustice and alternative futures for coal energy landscapes. In S. Bouzarovski, M. Pasqualetti, & V. Castán Broto (Eds.), *The Routledge research companion to energy geographies*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315612928>
- Frantál, B. et al. (2022) "The curse of coal or peripherality? Energy transitions and the socioeconomic transformation of Czech coal mining and post-mining regions." *Moravian Geographical Reports*, vol. 30, no. 4, Czech Academy of Sciences, Institute of Geonics, 2022, pp. 237-256. <https://doi.org/10.2478/mgr-2022-0016>
- Hruška, V. & Piša, J. (2019). Winning and losing rural localities of the post-socialist economic restructuring: case study of Czechia. *Hungarian Geographical Bulletin*, 68(4), 373-389. <https://doi.org/10.15201/hungeobull.68.4.4>
- Matern, A. et al. (2025). Strategies for energy transition and regional development in European post-coal mining regions: Ústí Region, Czechia, and Lusatia, Germany. *Territory, Politics, Governance*, 13(7), 1001–1022. <https://doi.org/10.1080/21622671.2023.2231972>
- Mata, M. & Hlaváček, P. (2025). Navigating sustainability in lithium extraction: Local perceptions of environmental and economic impacts in the Cínovec Region, Czech Republic. *Chall. Sustain.*, 13(2), 254–265. <https://doi.org/10.56578/cis130207>
- Tkach, D. (2025). The Czech Republic's National Energy and Climate Plan: Pathways to Decarbonization, Energy Security, and Industrial Transformation. *Economics, Finance and Management Review*, (3(23), 4–12. <https://doi.org/10.36690/2674-5208-2025-3-4-12>

VILLE DE PRAGUE

- [IPR - Prague Institute of Planning and Development](#)
- [Prague for one night - sur les annonces Airbnb](#)
- [The sustainable Prague - développement socio-économique et environnementale de la ville](#)

- Industrial Prague
- Sýkora, J. (2024). Airbnb in Prague: Analysis of the status and development of short-term private rentals 2018–2023. Prague Institute of Planning and Development <https://iprpraha.cz/assets/files/files/dc5236e62dd062d1f9fd7a259358438e.pdf>.
- OECD (2021), Housing Affordability in Cities in the Czech Republic, OECD Urban Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/bcddcf4a-en>
- Heřmanová, M. and Lehečka M. (2019). Arrival City. Invisible diversity at Prague's Housing Estates. *Informationen zur Raumentwicklung* 2/2019, pp. 58-67.
- Michal Lehečka, "To Own or Not to Own". Post-socialist Housing Policy, Privatism and Regimes of
- Vulnerability in Prague, Czech Republic", *Archivio antropologico mediterraneo* [Online], Anno XXII, n. 21
- (2) | 2019, <https://doi.org/10.4000/aam.2228>
- Petrović, A. and Ouředníček, M. (2025), Classical Gentrification in a Formerly Working-Class Neighbourhood: Karlín as a Forerunner of Inner-City Migration Trends in Prague. *Population, Space and Place*, 31: e70056. <https://doi.org/10.1002/psp.70056>
- Roubal, P. (2021). The Battle of Žižkov: Urban Planners' Transition from Heritage Protection to Neoliberal Discursive Planning. *Journal of Urban History*, 47(3), 495-510. <https://doi.org/10.1177/0096144220908881>
- Sýkora, J., & Špačková, P. (2022). Neighbourhood at the crossroads: differentiation in residential change and gentrification in a post-socialist inner-city neighbourhood. *Housing Studies*, 37(5), 693–719. <https://doi.org/10.1080/02673037.2020.1829562>

PRÉSENTATIONS, DOCUMENTS ET INFORMATIONS COMMUNIQUÉS PAR LES INTERVENANTS AU COURS DU VOYAGE D'ÉTUDE.

